

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES POUR 2011

2^e session, 39^e législature
60 Elizabeth II

La Bibliothèque nationale du Canada a catalogué cette publication de la façon suivante:

Ontario. Assemblée législative. Comité permanent des finances et des affaires économiques
Consultations prébudgétaires [ressource électronique]

Annuel.

Publ. aussi en anglais sous le titre: Pre-budget consultation.

Parait depuis la livr. de 2005. Mode d'accès: World Wide Web.

Egalement publ. en version imprimée.

ISSN 1496-9211 = Consultations prébudgétaires – Ontario. Assemblée législative. Comité permanent des finances et des affaires économiques (En ligne)

1. Budget--Ontario--Périodiques. 2. Finances publiques--Ontario--Périodiques. 3. Politique fiscale--Ontario--Périodiques. 4. Ontario--Politique économique--Périodiques. I. Titre

HJ2056.O5O57

354.7130072'223,

C2005-964002-2

ISBN 978-1-4435-6327-7

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

L'honorable Steve Peters
Président de l'Assemblée législative

Monsieur le président,

Le Comité permanent des finances et des affaires économiques a l'honneur de présenter son rapport sur les consultations prébudgétaires pour 2011 et de le confier à l'Assemblée.

Le président du comité,

Pat Hoy

Queen's Park
Mars 2011

COMPOSITION DU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

2^e session, 39^e législature

PAT HOY
Président

LAURA ALBANESE
Vice-présidente

TOBY BARRETT

NORM MILLER

BOB DELANEY

LEEANNA PENDERGAST

KEVIN DANIEL FLYNN

PETER TABUNS

HELENA JACZEK

SYLWIA PRZEZDZIECKI
Greffière du comité

LARRY JOHNSTON
Recherchiste

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
CHANGEMENTS DANS LA COMPOSITION DU COMITÉ

CHARLES SOUSA a été remplacé par HELENA JACZEK le 22 février 2011.

DÉPUTÉS AYANT REMPLACÉ DES MEMBRES DU COMITÉ
À TITRE TEMPORAIRE

BAS BALKISSOON

JEFF LEAL

GILLES BISSON

LISA MACLEOD

DONNA H. CANSFIELD

REZA MORIDI

L'HON. AILEEN CARROLL, C.P.

YASIR NAQVI

JOE DICKSON

JERRY J. OUELLETTE

CHERI DINOVO

KHALIL RAMAL

RANDY HILLIER

DAVID ZIMMER

JEAN-MARC LALONDE

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
L'ÉCONOMIE	2
Perspectives économiques	2
Situation financière	3
MINISTÈRES DES FINANCES ET DU REVENU	3
Stratégies financières	3
Questions fiscales	4
Autres questions	5
CONSEILS TOUCHANT D'AUTRES MINISTÈRES	6
AFFAIRES AUTOCHTONES	6
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	7
PROCUREUR GÉNÉRAL	7
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	7
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	8
SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	8
SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET SERVICES CORRECTIONNELS	10
SERVICES AUX CONSOMMATEURS	10
CULTURE	10
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE	10
ÉDUCATION	11
ÉNERGIE	13
ENVIRONNEMENT	14
SERVICES GOUVERNEMENTAUX	14
SANTÉ ET SOINS DE LONGUE DURÉE	14
Politique et recherche en matière de santé	15
RLISS et fournisseurs de services de santé connexes	15
Personnel et soins infirmiers	17
Services de santé assurés	17
PROMOTION DE LA SANTÉ ET SPORT	18
INFRASTRUCTURE	19
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES	20
TRAVAIL	20

AFFAIRES MUNICIPALES ET LOGEMENT	21
Financement provincial-municipal	22
Logement	23
RICHESSES NATURELLES	24
DÉVELOPPEMENT DU NORD, MINES ET FORÊTS	24
RECHERCHE ET INNOVATION	25
FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	25
TRANSPORTS	27
RECOMMANDATIONS	29

ANNEXE A TÉMOINS ET MÉMOIRES

ANNEXE B OPINION DISSIDENTE DES MEMBRES PROGRESSISTES-
CONSERVATEURS DU COMITÉ

INTRODUCTION

Le Comité permanent des finances et des affaires économiques a tenu ses audiences prébudgétaires de 2011 en janvier et février 2011 à London, Windsor, Thunder Bay, Timmins et Ottawa et, pendant deux jours, à Queen's Park à Toronto.

Les témoins comprenaient des spécialistes venus présenter des prévisions économiques et des avis budgétaires à l'invitation du Comité, de même que des représentants d'associations, de groupes communautaires, d'organismes et de syndicats, ainsi que des particuliers intéressés. Le Comité a aussi reçu des présentations de municipalités et de leurs associations ainsi que d'autres agences de service et organismes administratifs locaux exerçant des pouvoirs délégués ou bénéficiaires de paiements de transfert.

Un total de 146 témoins ont comparu devant le Comité. Le Comité a également reçu environ 114 mémoires de particuliers et de groupes intéressés qui n'ont pas comparu devant lui. Deux de ces mémoires représentent les courriels reçus à l'appui d'une seule recommandation, de plus de 400 personnes dans un cas et de 60 dans l'autre.

Les consultations prébudgétaires offrent aux citoyens, aux intervenants et aux partenaires que sont les administrations locales une tribune importante pour discuter avec les élus de leurs préoccupations sociales et économiques et de leurs inquiétudes liées aux programmes. Les présentations au Comité constituent un aspect essentiel du processus politique au moyen duquel les pouvoirs publics sont tenus responsables de leurs décisions et de leur administration par l'électorat.

Le présent rapport donne une vue d'ensemble des principales questions qui ont été soulevées par les personnes qui ont présenté des exposés au cours des consultations prébudgétaires. Le compte rendu des délibérations du Comité figurant dans le *Journal des débats* fait état du détail des présentations des témoins et de leurs réponses aux questions des membres du Comité. Une liste des témoins ainsi que des organismes et des particuliers qui ont fait parvenir des mémoires au Comité figure à la fin du rapport. Une version électronique du présent rapport peut être consultée sur le site Web des rapports du Comité (http://www.ontla.on.ca/web/comite-proceedings/comite_reports.do?ParlCommID=8858&locale=fr).

L'ÉCONOMIE

Perspectives économiques

Malgré une croissance économique et un taux d'emploi favorables en 2010-2011, les experts qui ont témoigné aux audiences prébudgétaires de 2011 ont souligné les défis qui se posent à l'économie ontarienne. Un dollar canadien vigoureux, la faiblesse de l'économie américaine et le ralentissement de la demande de consommation intérieure, la transition des programmes de stimulation économique aux initiatives de réparation fiscale, les prix élevés de l'énergie, le refroidissement du marché immobilier et la restructuration mondiale de l'industrie automobile étaient quelques-unes des raisons citées pour prévoir une croissance économique plus modeste à court et à moyen terme. Les témoins prévoyaient également une hausse des taux d'intérêt.

À la fin du troisième trimestre de 2010, le PIB réel de l'Ontario atteignait environ 523,8 milliards de dollars, comparativement à près de 506,5 milliards à la fin du troisième trimestre de 2009 (le PIB nominal s'élevait à 614,4 milliards par rapport à 579,5 milliards un an auparavant)¹. Dans sa déclaration à l'Assemblée législative, sur le document *Perspectives économiques et revue financière de 2010 (Perspectives de 2010)*, le ministre des Finances a prédit que le PIB réel de l'Ontario progresserait de 3,2 % en 2010, de 2,2 % en 2011 et de 2,5 % en 2012². Avec une augmentation de 0,9 % du PIB réel, le troisième trimestre de 2010 était le sixième trimestre consécutif de croissance suivant la récession de 2008-2009.

La croissance économique a entraîné une amélioration des revenus du gouvernement, projetés (dans les *Perspectives de 2010*) à 107,7 milliards de dollars en 2010-2011, soit 0,8 milliard de plus que les prévisions budgétaires de 2010. Selon les prévisions, les charges du gouvernement devaient totaliser 125,6 milliards de dollars, en baisse de 0,3 milliard par rapport aux prévisions budgétaires de 2010. Le déficit projeté pour 2010-2011 est donc de 18,7 milliards de dollars, en baisse par rapport aux 19,7 milliards prévus dans le Budget de 2010³.

En décembre 2010, le taux de chômage de l'Ontario se situait à 8,1 %, comparativement à 9,3 % en décembre 2009. Bien que ce taux soit resté

¹ Ministère des Finances de l'Ontario, *Les comptes économiques de l'Ontario : Troisième trimestre de 2010*, le Ministère, janvier 2010, p. 42 et 51.

² Assemblée législative de l'Ontario, *Journal des débats*, 18 novembre 2010. Voir aussi Ministère des Finances de l'Ontario, *Perspectives économiques et revue financière de 2010*, le Ministère, octobre 2010, p. 70.

³ Les prévisions de chaque année comprennent une réserve de 0,7 milliard de dollars.

inchangé en janvier 2011, le nombre de travailleurs ontariens a grimpé de 36 300, contribuant à une augmentation annuelle de 150 800 emplois depuis janvier 2010⁴. Le taux d'inflation annuel de l'Ontario s'établissait à 2,9 % en janvier 2011, par rapport à 1,9 % en janvier 2010⁵.

Situation financière

Les *Perspectives de 2010* prévoient des déficits de 18,7 milliards de dollars pour 2010-2011 (comme il est mentionné plus haut), de 17,3 milliards pour 2011-2012 et de 15,9 milliards pour 2012-2013. Ces réductions du déficit seront rendues possibles par une baisse des dépenses (en 2011-2012) et une hausse des revenus (en 2012-2013), mises en équilibre avec la croissance des intérêts sur la dette accumulée durant cette période⁶.

Le déficit accumulé (la différence entre le passif et le total de l'actif) devrait augmenter et passer à 149,6 milliards de dollars au 31 mars 2011, par rapport à 131,0 milliards au 31 mars 2010. Le ratio déficit accumulé / PIB passerait de 22,0 % à 24,5 %.

La dette nette de la province (c.-à-d. la différence entre le passif et l'actif financier) devrait augmenter pour se fixer à 219,5 milliards de dollars au 31 mars 2011, par rapport à 193,6 milliards au 31 mars 2010. Le ratio dette nette / PIB (considéré comme indiquant la capacité d'une économie de rembourser sa dette) devrait s'établir à 35,9 % à la fin de 2010-2011 et atteindre son plus haut niveau autour de 41,0 % en 2014-2015.

La dette totale de la province (tous les emprunts de la province, sans les actifs financiers compensatoires) devrait atteindre 236,5 milliards de dollars au 31 mars 2011, comparativement à 212,1 milliards au 31 mars 2010.

MINISTÈRES DES FINANCES ET DU REVENU

Stratégies financières

La croyance en l'impossibilité d'un financement déficitaire à long terme a incité les intervenants à demander au gouvernement de rétablir l'équilibre budgétaire. Plusieurs d'entre eux lui ont également suggéré de se fixer un échéancier de réduction de la dette. Le conseil de prioriser la réduction de la pauvreté par rapport à l'élimination du déficit était contrebalancé par l'observation selon laquelle l'augmentation du niveau d'endettement compromet les programmes publics. Le désir d'accélérer l'élimination du

⁴ Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, différents mois.

⁵ Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, différents mois.

⁶ *Perspectives de 2010*, p. 121.

déficit et la réduction de la dette était tempéré par la conscience des limites imposées par les perspectives économiques de la province.

Attentifs au fait que le ralentissement de la croissance économique freine les perspectives de recettés, de nombreux témoins ont mis l'accent sur le contrôle des dépenses, stratégie d'autant plus urgente que le nombre croissant de personnes âgées fera monter en flèche les coûts des soins de santé. La plupart des intervenants conseillaient de limiter la croissance des dépenses publiques – différents points de repère ont été proposés – et un seul recommandait de décréter un gel total des dépenses. D'autres mettaient en garde contre une réduction draconienne des dépenses ou l'élimination prématurée des fonds de relance, qui pourrait mettre en danger la relance économique de l'Ontario.

Certains intervenants ont fait valoir que l'expansion des services publics et l'annulation du gel des salaires dans la fonction publique pourraient renforcer l'économie. Le secteur de la construction, en particulier, proposait de faire de la création de nouveaux emplois une priorité budgétaire. Notant la fragilité de la relance économique, des témoins ont recommandé d'améliorer la capacité du secteur sans but lucratif à offrir des programmes efficaces en renforçant les soutiens tels que le logement abordable, les services communautaires, l'éducation et la formation.

Questions fiscales

Les récentes réformes fiscales, particulièrement les réductions prévues du taux d'imposition des sociétés, ont attiré beaucoup d'attention, et le milieu des affaires a incité le gouvernement à garder le cap et à écarter tout nouvel impôt sur les sociétés. Une vaste coalition d'organismes de lutte contre la pauvreté, de fournisseurs de services sociaux et de soins de santé et d'organisations ouvrières a demandé au gouvernement d'éliminer les réductions de l'impôt des sociétés ou encore de prendre des mesures ciblées telles que des crédits d'impôt à l'investissement ou des dispositions relatives à l'amortissement accéléré. Certains témoins ont parlé de façon plus générale de la nécessité d'accroître les impôts ou d'annuler toutes les réductions d'impôt afin de rétablir la capacité du gouvernement de générer des revenus.

Le milieu des affaires a proposé d'autres réformes fiscales, dont l'augmentation de la déduction pour amortissement pour tous les actifs, l'élimination de l'impôt minimum sur le revenu des sociétés et le relèvement du seuil de l'impôt-santé des employeurs (ISE). Par contraste, des groupes locaux préoccupés par la restructuration des soins de santé ont déclaré que les échappatoires de l'ISE devraient être éliminés. Plusieurs modifications

proposées à l'impôt sur le revenu des particuliers permettraient de percevoir des recettes fiscales plus importantes auprès des salariés à revenu élevé.

Les fabricants de l'Ontario ont demandé que tous les crédits d'impôt soient rendus remboursables et proposé de nouveaux crédits à l'investissement dans l'équipement de fabrication et de transformation et dans la formation et le perfectionnement des compétences. Les chambres de commerce, les agriculteurs de l'Ontario et les sociétés ferroviaires canadiennes ont demandé au gouvernement de créer ou d'améliorer les crédits d'impôt pour, respectivement, la recherche et l'innovation, les dons alimentaires et les taxes foncières scolaires sur les lignes ferroviaires à faible densité.

En ce qui concerne les taxes foncières, les questions qui préoccupent les municipalités de l'Ontario comprennent le système de plafonnement de l'impôt et le manque de soutien financier pour les remises d'impôt foncier municipal prescrites par la province. Les agriculteurs de l'Ontario appuient l'actuel système fiscal pour les biens agricoles, mais ils ont des problèmes avec son application à leurs propriétés et leurs installations. Les fabricants ont demandé que soit modifié le taux d'impôt pour les installations manufacturières et industrielles, et les agents immobiliers ont recommandé de créer une nouvelle catégorie d'impôt pour les friches industrielles en voie d'assainissement.

Pour ce qui est de la taxe de vente harmonisée (TVH), il a été proposé d'en modifier les règles ou leur application ou de prévoir des exemptions. Plusieurs centaines de personnes ont notamment demandé que les services publics résidentiels de base et le chauffage domestique soient exempts de la TVH. Il a été proposé au Comité d'éliminer la taxe sur le carburant aviation pour certains vols, d'imposer une taxe sur les émissions carboniques et d'introduire une taxe sur les opérations financières. Le Comité a également reçu des conseils contradictoires sur l'opportunité de hausser les taxes sur le tabac.

Autres questions

D'autres questions tombant sous la portée réglementaire du ministère des Finances ont fait l'objet de recommandations. Il a notamment été recommandé de consulter les conseillers et planificateurs financiers sur les projets de règlement et de continuer d'appuyer un organisme national de réglementation des valeurs mobilières. Les courtiers d'assurance ont demandé au gouvernement de modifier les règles applicables à leurs transactions avec les cliniques médicales et de réadaptation, d'interdire l'utilisation d'une cote de crédit pour l'assurance sur les biens, et de réglementer la vente d'assurance accessoire. Plusieurs suggestions des

conseillers financiers portaient sur la promotion et la réglementation des régimes de retraite à prestations déterminées.

CONSEILS TOUCHANT D'AUTRES MINISTÈRES

Comme le Budget se rapporte à tous les programmes gouvernementaux, les témoins ont formulé des propositions sur une vaste gamme de programmes concernant presque tous les ministères. Bien que de nombreuses demandes soient axées sur le financement, les modifications aux règles des programmes et les réformes réglementaires suggérées peuvent aussi avoir des répercussions fiscales. Les conseils qui revenaient souvent en 2011 incluaient ce qui suit :

- trouver des moyens efficaces de répondre de façon adéquate aux besoins des membres les plus défavorisés ou les plus vulnérables de la société;
- reconnaître les initiatives qui connaissent du succès – comme les programmes de littératie et de formation de base à l'intention des nouveaux arrivants et les programmes de gestion des risques à l'intention des agriculteurs – et les soutenir ou les améliorer;
- réaliser des gains d'efficacité dans la conception et la prestation des services publics;
- permettre au secteur sans but lucratif de fournir des services dans la collectivité, libérant des locaux institutionnels et des ressources humaines à d'autres fins;
- atténuer les coûts associés à la conformité aux règlements, directives et lignes directrices du gouvernement.

AFFAIRES AUTOCHTONES

Désireux d'intervenir dans toutes les activités touchant leurs terres traditionnelles, les chefs des Premières nations ont demandé à la province de partager les recettes tirées de l'exploitation des ressources, de négocier des ententes de responsabilisation environnementale et de financer des programmes de formation et de perfectionnement qui permettraient aux membres des Premières nations de bénéficier des emplois créés par l'exploitation des ressources dans leurs territoires. Plusieurs intervenants ont invité le gouvernement à investir davantage dans la santé des Autochtones, et des organismes de protection de l'enfance ont demandé que soit élaboré un modèle de protection des enfants autochtones financé de façon adéquate et conçu de façon appropriée.

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES

Les agriculteurs de l'Ontario ont demandé que le programme piloté de gestion du risque d'entreprise pour les secteurs des céréales et des oléagineux soit rendu permanent et serve de modèle pour les programmes ciblant d'autres produits tels que le porc et le bœuf. Les plans de gestion de la faune et l'indemnisation pour les dommages causés aux cultures et au bétail par les prédateurs et les insectes et animaux nuisibles restent des sources de préoccupation, de même que les services et les modifications réglementaires pour les nouveaux agriculteurs.

La province a été encouragée à appuyer les hôpitaux, les routes et les écoles rurales; à investir dans l'infrastructure de transformation et de distribution des aliments, à financer la recherche et le transfert de technologie; et à promouvoir l'agriculture biologique ainsi que l'adoption de technologies novatrices à la ferme.

Les intervenants ont mentionné plusieurs programmes existants qui devraient être renforcés, prolongés ou rendus permanents, ainsi que des modifications réglementaires qui seraient avantageuses pour la production et les ventes agricoles. Un programme d'indemnisation pour les biens et services environnementaux a été proposé afin de reconnaître les avantages publics associés aux activités des producteurs agricoles, dont les zones d'alimentation en eau, la création d'habitats fauniques et la séquestration de carbone. On demandait également des fonds et des directives afin de faciliter la production de biomasse à des fins énergétiques.

PROCUREUR GÉNÉRAL

Mises à part les mesures proposées pour mettre fin au profilage racial dans le système judiciaire, restructurer l'aide juridique et financer des cliniques juridiques au nom des collectivités racialisées, les recommandations adressées au ministre du Procureur général portaient sur un programme précis. Les avocats de l'Ontario veulent être ajoutés à la liste de professionnels qui peuvent émettre des actions sans droit de vote à des membres de leur famille. Les tenants de la prévention du cancer espèrent que le procès en recouvrement des coûts intenté contre l'industrie du tabac portera fruit. Les propriétaires de bars et de restaurants ont soulevé des préoccupations concernant l'application des politiques de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il a également été demandé de prévoir un financement durable pour les organismes de services aux victimes.

SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

Les fournisseurs de services de garde et les travailleurs en éducation de la petite enfance se méfiaient de l'impact du Programme d'apprentissage des

jeunes enfants sur les services de garde d'enfants qui, selon eux, devraient rester abordables et accessibles et continuer d'être financés et gérés par le secteur public. Il a été noté qu'il fallait des ressources suffisantes pour maintenir le niveau de service existant et élargir les soins extrascolaires.

Les organismes de protection de l'enfance ont expliqué que les fonds octroyés étaient insuffisants pour faire face aux dépenses obligatoires telles que la nouvelle TVH, les cotisations de la CSPAAT et les coûts administratifs liés aux nouveaux programmes et/ou règlements. Ils ont demandé qu'on leur donne les moyens d'étendre leurs services de soutien – dont la résidence continue en foyer d'accueil – aux jeunes de 18 à 25 ans. L'intervenante provinciale en faveur des enfants et des jeunes a exprimé des préoccupations concernant les services aux pupilles de la Couronne.

Il a été recommandé d'accroître la Prestation ontarienne pour enfants (POE), d'éliminer la réduction connexe des prestations d'aide sociale et d'étendre les prestations pour soins dentaires dont bénéficient les enfants à tous les membres de la famille. Le gouvernement a été encouragé à renforcer son engagement à réduire la pauvreté, à rester ouvert aux solutions novatrices et à établir des données repères et des indicateurs afin de surveiller les progrès, particulièrement pour les collectivités racialisées et d'autres groupes marginalisés. Les municipalités, en particulier, préconisaient l'élargissement des projets de carrefours communautaires. D'autres intervenants réclamaient des fonds additionnels pour les programmes de nutrition à l'école. Les producteurs laitiers ont proposé d'étendre ou d'élargir le programme de distribution de lait dans les écoles élémentaires.

AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION

Il a notamment été proposé au Comité d'étendre l'application du Programme d'aide à l'établissement des nouveaux arrivants et d'en accroître le financement, de continuer d'appuyer les plans d'immigration des municipalités, et d'établir des programmes de mentorat par l'employeur afin d'aider les professionnels formés à l'étranger.

SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Les intérêts des personnes handicapées de l'Ontario étaient bien représentés. Il a été conseillé au Comité de renforcer la Direction générale de l'accessibilité, d'éduquer le public au sujet de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (LAPHO)*, et d'examiner les stratégies qui permettraient aux personnes handicapées de participer pleinement à la vie dans les collectivités de l'Ontario, notamment dans tous les lieux de travail. Les intervenants ayant des obligations en

vertu de la *LAPHO* ont demandé des consultations appropriées et une mise en œuvre par étapes, sous la direction de la fonction publique de l'Ontario.

Les fournisseurs de services communautaires ont parlé de l'insuffisance du nouveau modèle de financement des services d'intervenant pour personnes sourdes et aveugles; de la nécessité d'étendre le soutien des services de counselling en santé mentale et d'emploi aux personnes sourdes, devenues sourdes ou malentendantes; et de la valeur d'une stratégie de logement exhaustive pour s'attaquer au problème des sans-abri et des logements insalubres dans les collectivités racialisées. Les municipalités ont demandé au gouvernement d'appuyer leurs systèmes de logement et de lutte contre l'itinérance ainsi que certains programmes précis tels que l'initiative Du refuge au logement.

Les membres du Comité se sont fait dire qu'il y avait un écart croissant entre les services de développement dont les fournisseurs doivent rendre compte au ministère et les ressources financières transférées pour les services et soutiens. Des organismes ont demandé une augmentation du budget de base comparable à celle accordée pour les soins de santé et l'éducation; des ressources additionnelles pour les programmes tels que Passeport, les services particuliers à domicile, les services de relève et les services aux adultes ayant une déficience intellectuelle; et de nouveaux fonds qui leur permettraient de s'attaquer au problème des longues listes d'attente. Les gestionnaires de l'Initiative d'intégration communautaire ont critiqué la décision de créer des entités d'application régionales, et exhorté le gouvernement à appuyer des mesures législatives qui interdiraient le piquetage devant les foyers de groupe.

Les craintes concernant le caractère adéquat des programmes d'aide sociale de l'Ontario ont amené des témoins à prôner l'adoption immédiate des modifications aux règlements recommandées par le Conseil consultatif d'examen de l'aide sociale pendant que l'examen se poursuit. Il a également été proposé d'accroître la limite des avoirs; d'exclure les pensions alimentaires pour enfants, les REER et les prêts du calcul du revenu; d'augmenter les barèmes de loyer de l'aide sociale pour les locataires des logements sociaux; et d'appuyer la loi qui aiderait les bénéficiaires de l'aide sociale à améliorer leurs perspectives d'emploi et de revenu.

Plusieurs groupes ont recommandé de protéger et d'améliorer l'Allocation pour régime spécial, et un plus grand nombre de personnes appuyaient la mise en place d'une allocation mensuelle qui permettrait aux bénéficiaires de l'aide sociale d'acheter des aliments sains. Des augmentations de taux de différentes envergures ont été proposées, souvent avec indexation au coût de la vie. Il a notamment été suggéré de déterminer les taux de manière à permettre aux bénéficiaires : de supporter le coût réel de l'alimentation et du

logement dans les collectivités de l'Ontario; de jeter les bases fondamentales d'une vie saine; ou de disposer d'un revenu suffisant pour réussir leur transition du soutien au revenu à l'emploi dans la mesure du possible.

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET SERVICES CORRECTIONNELS

Les services de police de l'Ontario recommandaient de former un groupe de travail regroupant des partenaires policiers qui serait chargé d'examiner les effets de la législation, des décisions des tribunaux, des rapports et d'autres facteurs sur les services de police de première ligne; d'identifier les gains d'efficacité possibles en rationalisant les processus et en améliorant les technologies; et de déterminer comment ces gains pourraient aider à améliorer les services de police de première ligne. Les propriétaires de dépanneurs ont recommandé de fournir plus de ressources policières, dont des agents qui seraient autorisés à appliquer la perception des taxes sur le tabac. Les collectivités des Premières nations ont demandé des solutions aux problèmes policiers, dont un manque d'agents et de logements adéquats pour ces derniers.

SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Des représentants du secteur de l'immobilier ont demandé que soient modifiées les lois régissant leurs activités de façon à permettre l'agrément des sociétés personnelles.

CULTURE

Il a été proposé d'augmenter le Fonds de prospérité pour les communautés créatrices et de passer des subventions annuelles à un financement pluriannuel. Les bibliothèques de l'Ontario ont présenté des demandes détaillées pour l'augmentation de leurs fonds de fonctionnement et d'immobilisations ainsi que l'ajustement des formules employées pour déterminer ces montants.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE

Les intervenants appuyaient fortement la création d'un climat des affaires qui permettrait d'attirer et de retenir des investissements et des emplois dans le secteur manufacturier. Les solutions proposées comprenaient des programmes visant à attirer de nouvelles industries, l'établissement d'un ministère de la Fabrication, des politiques axées sur la valeur ajoutée plutôt que sur l'extraction des ressources, des initiatives d'amélioration de la productivité, et le recours à des incitatifs fiscaux pour pouvoir livrer une concurrence plus agressive aux États américains. On demandait également des incitatifs pour la petite entreprise, des mesures pour favoriser une

culture d'entrepreneuriat et d'innovation, ainsi que l'élargissement des programmes de développement des affaires aux organismes de services sociaux.

Le développement prévu des gisements minéraux du « Cercle de feu » a donné lieu au conseil d'encourager les investissements à valeur ajoutée, par exemple dans la transformation des ressources si possible, et d'exiger de nouveaux investissements afin de renforcer les économies des Premières nations. Il a été noté que le conflit entre l'infrastructure nord-sud nécessaire et les corridors latéraux de migration des espèces et d'utilisation des habitats devrait être réglé.

Les intervenants appuyaient une mise en œuvre accélérée de l'initiative L'Ontario : un lieu propice aux affaires ainsi que l'évaluation du plein impact de tous les règlements sur le commerce et l'industrie avant que ceux-ci ne soient adoptés, afin d'éliminer les règlements sans valeur économique ajoutée. Le Comité a reçu plusieurs demandes liées au commerce, dont l'une portait sur la création d'un fonds régional pour le Sud-Ouest de l'Ontario.

ÉDUCATION

Le Ministère dont le budget de dépenses de programme est le deuxième en importance a évidemment attiré des conseils de toutes sortes, avec en toile de fond la baisse du nombre d'inscriptions à l'échelle du système et une formule de financement – les Subventions pour les besoins des élèves (SBE) – fondée en grande partie sur le nombre d'élèves. Les intervenants ont souligné qu'il fallait faire preuve d'une plus grande souplesse pour répondre aux priorités et aux besoins locaux, et demandé que soient graduellement mises en œuvre, retardées ou réexaminées les réductions prévues ou proposées dans des domaines allant de l'éducation de l'enfance en difficulté aux services de transport par autobus scolaire en passant par l'administration et la gouvernance.

Il a été recommandé de fonder le financement de base d'un service ou programme sur le coût de prestation (plutôt que le nombre d'élèves) pour le personnel enseignant spécialisé dans les arts, la santé et l'éducation physique; les soutiens professionnels aux élèves, dont l'éducation des élèves en difficulté qui ont de grands besoins individuels; ainsi que les fournitures scolaires et le matériel didactique. On a également demandé des fonds pour pouvoir recruter une institutrice-bibliothécaire ou un instituteur-bibliothécaire et une conseillère ou un conseiller en orientation par école élémentaire, pour augmenter le nombre d'assistantes et d'assistants en éducation, de conseillères et conseillers et de travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes et pour mettre en place des programmes à

l'intention des élèves atteints d'une déficience auditive, ainsi que des dispositions équitables pour les cours de jour destinés aux adultes.

Les témoins demandaient un plus grand soutien pour l'Anglais langue seconde et le Perfectionnement de l'anglais; les programmes d'aide à l'apprentissage à l'intention des enfants et des familles pauvres, y compris les subventions compensatoires pour les écoles situées dans des collectivités économiquement désavantagées; et un continuum complet de services de santé mentale. Ils recommandaient au gouvernement de faire des études plus approfondies sur les liens entre les longs trajets en autobus et le rendement des élèves (et de s'engager à prendre des mesures pour régler les problèmes).

L'incertitude entourant les besoins et le financement en capital a poussé les intervenants à demander au ministère de mettre en place un processus de financement pluriannuel, de clarifier ses attentes concernant les dépenses en capital, d'annoncer les montants qui seront octroyés pour la prochaine étape du renouvellement des installations scolaires, d'examiner le processus de détermination des installations destinées aux élèves, et d'appuyer l'infrastructure technologique en salle de classe et en administration. Les conseils scolaires ont demandé que les coûts liés à la fusion, aux exigences en matière de vérification interne et aux questions juridiques soient passés en revue et financés. Le Comité s'est fait dire que tous les conseils avaient besoin de ressources pour les stratégies de mise en œuvre des mesures d'accessibilité (*LAPHO*), que les fonds accordés pour l'administration des petits conseils ne leur permettent pas d'offrir les services requis, et qu'il fallait trouver des moyens de rationaliser et de clarifier les exigences en matière de rapports.

Des fonds autres que les SBE ont été demandés pour l'éducation des Premières nations, des Métis et des Inuits, pour la prévention de l'intimidation et les programmes de formation connexes, et pour Knowledge Ontario. Des témoins ont recommandé d'élargir le rôle des écoles en tant que carrefours communautaires. Les conseils scolaires ont demandé que des fonds soient fournis pour les coûts de démarrage du Programme d'apprentissage à temps plein de la maternelle et du jardin d'enfants et pour remplacer les éducatrices et éducateurs de la petite enfance qui ne peuvent pas travailler, et que le financement du Programme d'apprentissage des jeunes enfants à temps plein soit intégré aux SBE. Les intervenants préoccupés par la pauvreté infantile et le bien-être des enfants ont recommandé la pleine mise en œuvre de toutes les recommandations du rapport de Charles Pascal (*Dans l'optique de notre meilleur avenir*).

Un examen exhaustif de la formule de financement de l'éducation continue de bénéficier d'un large soutien, et le Comité a reçu plusieurs douzaines de lettres demandant qu'on se penche sérieusement sur les gains d'efficacité qu'on pourrait réaliser en passant à un seul système d'éducation publique.

Plusieurs suggestions étaient axées sur le contenu et l'orientation de l'éducation en classe. Il a notamment été recommandé de faire une analyse plus rapide des initiatives visant la réussite des élèves qui imposent des coûts, de réduire le nombre de résultats prescrits pour les élèves, d'améliorer l'équilibre entre la littératie et la numératie et les autres sujets, d'élargir les programmes d'enseignement technique et d'éducation coopérative, de prévoir un éventail complet de programmes dans les écoles secondaires, d'accorder une plus grande importance aux évaluations en classe du personnel enseignant, de réduire le nombre d'exams standardisés, de demander à l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE) de passer à l'évaluation des élèves par échantillon aléatoire, d'éliminer le Secrétariat de la littératie et de la numératie et de réaffecter les ressources qui y sont consacrées. En ce qui concerne la taille des classes, il a été conseillé d'améliorer le suivi pour aider à atteindre les objectifs et de réduire la taille des classes de la 4^e à la 8^e année et du Programme d'apprentissage à temps plein de la maternelle et du jardin d'enfants.

ÉNERGIE

Le gouvernement a été prié de reconsidérer la résiliation du Programme d'économies d'énergie domiciliaire de l'Ontario, d'envisager l'imposition légale de vérifications du rendement énergétique et de l'étiquetage énergétique des maisons au moment de la vente, et de sensibiliser le public aux systèmes d'énergie géothermique. Les intervenants ont demandé d'aider les fabricants, les agriculteurs et les entreprises rurales à appuyer les initiatives d'énergie verte : particulièrement en encourageant la production d'énergie solaire et autre à petite échelle à des fins personnelles et agricoles, de même qu'une plus grande clarté et transparence en ce qui concerne l'avenir du Programme de tarifs de rachat garantis (TRG).

Il a été proposé d'accélérer la fermeture de tous les générateurs alimentés au charbon. La recommandation de convertir ces générateurs au gaz naturel et de valoriser les installations nucléaires était contrebalancée par la suggestion d'éliminer graduellement l'énergie nucléaire. Les témoins de différentes régions de la province recommandaient d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de transmission.

Pour beaucoup de témoins, la question la plus urgente était l'abordabilité de l'électricité en Ontario. Des taux concurrentiels à long terme ont été

proposés pour le développement économique et la préservation, particulièrement dans le Nord de l'Ontario, et la certitude des prix était jugée essentielle aux investissements industriels et commerciaux. Différents témoins ont suggéré que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord (PRTE-SIN) soit étendu aux petites scieries, aux fabricants qui consomment plus de 10 000 mégawattheures par année, et à tous les consommateurs qui utilisent des compteurs d'intervalles.

ENVIRONNEMENT

Les sociétés forestières de l'Ontario appuient la modernisation continue du système d'approbation relevant du Ministère, et l'allocation de fonds suffisants pour le développement d'une norme technique dans le secteur des pâtes et papiers.

Des municipalités ont demandé que d'autres initiatives soient prises pour étendre la responsabilité des producteurs de réacheminer les déchets, et des détaillants voudraient jouir de la souplesse nécessaire pour afficher les taxes écologiques séparément au point de vente. Les conseils sur le financement de la Stratégie de réduction des substances toxiques et le contenu des règlements d'application de la *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques* étaient contrebalancés par la recommandation de retarder d'un an la mise en œuvre de la Loi. Un fonds de conservation de l'eau assorti de stratégies de mise en œuvre a été proposé, et des municipalités ont offert de collaborer à l'élaboration de règlements sur la qualité de l'eau.

SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Des groupes du secteur privé et des municipalités considéraient une réforme exhaustive de la réglementation, fondée sur une évaluation de l'impact socioéconomique des lois, règlements et politiques, comme une priorité stratégique. Il a également été conseillé de surveiller de plus près l'introduction ou la modification des frais d'utilisation, de soutenir la participation des intervenants, de favoriser une plus grande transparence et de mettre en place un processus indépendant de règlement des différends. Il a été recommandé d'introduire des mesures de responsabilisation pour tous les services fournis par la fonction publique et de permettre la prestation de services par l'entremise du secteur privé ou sans but lucratif.

SANTÉ ET SOINS DE LONGUE DURÉE

Le Comité s'est fait dire que les hausses annuelles du budget des soins de santé devraient être ramenées à 3 % d'ici l'exercice 2012-2013, que l'Ontario devrait augmenter le financement des soins de santé pour qu'il corresponde à la moyenne nationale par personne, et que le budget des hôpitaux et d'autres organismes de santé financés par le gouvernement

devrait être bloqué pour une période de trois ans. Un témoin a souligné la difficulté d'économiser sur les soins de santé sans en compromettre la qualité, tandis que des tenants de la qualité des soins de santé locaux recommandaient de réduire les coûts d'administration et de gestion. On a fait valoir l'importance de mettre l'accent sur les besoins des personnes les plus à risque de mauvaise santé et de maladie chronique et de se pencher sur les déterminants sociaux de la santé. Des arguments ont été présentés pour et contre un plus grand engagement du secteur privé dans la prestation des services de soins de santé.

Politique et recherche en matière de santé

Des hôpitaux d'enseignement ont recommandé de créer un organisme qui dirigerait le programme de recherches en santé et accélérerait la mise en pratique des résultats de recherche. Ce conseil était appuyé par l'industrie de la technologie médicale, qui s'intéresse à l'adoption et au financement de nouvelles technologies pour les dispositifs médicaux et de nouveaux traitements, comme la thérapie de neuromodulation. Des recommandations détaillées pour une stratégie exhaustive de gestion de la douleur ont été formulées, dont l'élaboration d'une loi qui permettrait un système d'information pharmaceutique plus complet. Des médecins ont proposé des modifications concernant les conseils des collèges de la santé. On a demandé des enveloppes de financement qui permettraient d'offrir des pensions et prestations égales à tous les fournisseurs de services de santé qui en reçoivent.

RLISS et fournisseurs de services de santé connexes

L'accent a été mis sur la prestation de soins adéquats dans tous les contextes, comme les soins à domicile, les soins de longue durée, les soins de santé mentale, les soins palliatifs et les soins de rétablissement. Les hôpitaux de l'Ontario appuyaient une planification exhaustive des capacités pour que différents secteurs disposent d'une combinaison appropriée de capacités, et ils recommandaient d'utiliser les mécanismes prévus dans des lois récentes pour identifier et mettre en œuvre les pratiques exemplaires liées à la qualité et l'efficacité. Les hôpitaux ont également proposé d'octroyer des fonds aux programmes qui réussissent à réduire le nombre de patients nécessitant d'autres niveaux de soins (ANS). Un RLISS du Nord demandait un financement plus équitable, compte tenu des facteurs contextuels. Un témoin recommandait d'éliminer les RLISS.

Le Comité a reçu de nombreux conseils sur les moyens de renforcer les services communautaires de soutien (SCS) de manière à réduire la nécessité de services de santé plus coûteux. En effet, un financement adéquat des services professionnels et d'entretien ménager permet de fournir des soins adaptés à l'âge, à domicile ou dans la collectivité, aux personnes âgées et

aux personnes qui ont des déficiences physiques ou des troubles chroniques ou qui ont besoin de services de réadaptation après une blessure ou une intervention chirurgicale ou de soins palliatifs. Des intervenants ont fait remarquer qu'en élargissant la stratégie Vieillir chez soi et en investissant dans les programmes de jour et les soins de relève afin d'appuyer les aidants membres de la famille, on peut réduire le nombre de patients qui occupent des lits ANS, qui séjournent dans des hôpitaux de réadaptation ou qui habitent dans des foyers de soins de longue durée. Des recommandations ont été faites au sujet des politiques en milieu de travail et des soutiens au revenu des fournisseurs de soins. Des préposés aux services de soutien à la personne (PSSP) ont demandé au gouvernement de définir un champ d'exercice, de mettre en place un processus d'accréditation, d'appuyer la création de normes et compétences minimales, et de fournir des ressources pour l'élaboration de critères en matière de formation. Il a également été proposé de réévaluer les rôles des fournisseurs de SCS financés par les RLISS et des Centres d'accès aux soins communautaires (CASC), d'accroître la capacité de gestion de l'information des fournisseurs de SCS, de mettre fin à la disparité dans la rémunération et les conditions de travail entre le secteur des soins communautaires et le secteur des soins en établissement, et de rendre permanent le moratoire sur les appels d'offres concurrentiels pour les services de soins de santé.

Les centres de santé communautaires (CSC) ont demandé une augmentation de leurs fonds de fonctionnement et d'immobilisations et de ceux octroyés aux centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones (CASSA), et ils ont recommandé de financer les CASSA de la même façon que les CSC. Les laboratoires communautaires voudraient voir une amélioration de leur capacité à offrir une valeur ajoutée au réseau de soins de santé.

Des hôpitaux ont demandé des hausses modestes et stables de leur financement et recommandé d'utiliser les économies réalisées pour accroître la capacité des secteurs des soins communautaires et de longue durée. Ils ont également demandé que l'information sur le financement soit publiée tous les trois ans. D'autres intervenants du secteur des soins de santé ont demandé que les fonds octroyés aux hôpitaux soient ramenés à un niveau qui leur permettra de faire face à l'inflation sans avoir à réduire les services. Le Comité a reçu des demandes de financement en capital pour des projets particuliers, et il lui a été conseillé d'annuler les appels d'offres concurrentiels, les partenariats entre les secteurs public et privé, ainsi que le financement au rendement des hôpitaux.

Une municipalité partenaire a recommandé d'élaborer un nouveau modèle provincial de partage des coûts et de prestation pour les fournisseurs

d'établissements de soins de longue durée. Les intervenants ont notamment demandé au gouvernement de financer la pleine mise en œuvre de la *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée*; une norme de dotation minimale réglementée de 3,5 heures de soins infirmiers et personnels par résident par jour; l'ajustement en fonction de différents degrés de gravité; l'augmentation accordée dans les règlements salariaux arbitrés; la hausse des cotisations de la CSPAAT; et l'augmentation des coûts des services publics et des contrats de services consécutive à l'imposition de la TVH. Deux coalitions locales de la santé ont proposé de renforcer la réglementation des maisons de retraite.

Plusieurs témoins ont souligné l'importance d'améliorer les programmes de santé mentale et de traitement des dépendances, mettant l'accent sur la santé mentale des enfants et la mise en œuvre des recommandations du Comité spécial de la santé mentale et des dépendances. Il a également été recommandé d'élargir le programme Premier Lien pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, d'augmenter le nombre d'options de relève souples et disponibles, et d'accroître la capacité de gérer les patients atteints de troubles neurologiques.

Personnel et soins infirmiers

Les membres du personnel infirmier ont exhorté le gouvernement à donner suite à son engagement d'engager 9 000 infirmières et infirmiers additionnels, de financer des politiques qui permettront de créer et de protéger leurs postes, particulièrement dans le secteur hospitalier, et de mettre l'accent sur les initiatives de rétention telles que les programmes de maintien en poste du personnel infirmier en fin et en milieu de carrière. Pour accroître le nombre d'infirmières et d'infirmiers dans le système, il a été proposé d'augmenter le nombre de places de transition entre les programmes d'études pour le personnel infirmier praticien autorisé et les programmes d'études pour le personnel infirmier autorisé (IA), d'appuyer d'autres programmes pour l'entrée des IA au deuxième niveau et d'ouvrir le reste des cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien qui ont été approuvées. On a souligné l'importance de milieux de travail sains pour le personnel infirmier, ainsi que la nécessité pour les hôpitaux de tenir compte des commentaires du personnel infirmier dans la gestion des questions administratives, financières, opérationnelles et de planification.

Services de santé assurés

Il a notamment été recommandé au Comité d'étendre la couverture des services de santé aux étudiants étrangers, de mettre fin à la période d'attente de trois mois qui s'applique aux nouveaux immigrants, d'étendre les prestations pharmaceutiques aux personnes de plus de 55 ans à faible revenu, d'assurer la couverture de toutes les fournitures et tous les

dispositifs médicaux prescrits par un médecin, et de verser des prestations pharmaceutiques et dentaires aux travailleurs pauvres, aux travailleurs indépendants et aux contractuels. Les optométristes de l'Ontario ont proposé d'élaborer une nouvelle entente pour les services d'optométrie à financement public et d'élargir le programme pour les enfants du jardin d'enfants actuellement offert dans un nombre limité de districts scolaires. Les acteurs de la lutte contre le cancer et l'industrie des recherches pharmaceutiques ont recommandé de modifier les listes actuelles de médicaments ainsi que les processus d'approbation du financement.

Plusieurs témoins ont suggéré de réduire les temps d'attente en salle d'urgence et les jours ANS en finançant et mettant en œuvre un programme communautaire amélioré et élargi de soutien respiratoire pour les Ontariennes et Ontariens qui ont besoin d'un ventilateur. Les membres du Comité se sont également fait dire qu'il était possible de réaliser des économies, d'améliorer l'efficacité et d'accroître l'efficacité des programmes en recyclant et remettant à neuf les appareils fonctionnels.

Les municipalités ont demandé qu'on les aide à attirer des médecins de famille, les diététistes autorisés voulaient de plus grandes chances de travailler dans les équipes de santé familiale et les CSC, et les sages-femmes ont demandé d'approuver et de financer les activités de quatre centres de naissance dans le cadre d'un projet pilote.

Il a été proposé d'offrir des soutiens aux patients qui se sont fait traiter à l'étranger pour une insuffisance veineuse cérébrospinale chronique (IVCC) et de financer des essais pancanadiens de déblocage veineux. On a également demandé d'améliorer le processus d'approbation des traitements du cancer, notamment en prévoyant un mécanisme d'examen pour raisons humanitaires qui accélérerait l'accès aux médicaments anticancéreux, ainsi que des mesures pour faciliter le retour sur le marché du travail des personnes atteintes d'un cancer. Il a été recommandé d'élaborer une stratégie exhaustive pour les Ontariennes et Ontariens qui souffrent de troubles neurologiques, de se pencher sur les besoins en matière de logement, de soins de longue durée, de soins communautaires et de soutien aux dispensateurs de soins, d'investir davantage dans les services de réadaptation de la vision et d'élaborer un plan exhaustif de santé visuelle.

PROMOTION DE LA SANTÉ ET SPORT

Il a été conseillé d'accroître le financement des programmes obligatoires de santé publique, de mettre en œuvre des mesures de responsabilisation pour les conseils de santé, de consacrer une plus grande partie des fonds à la promotion de la santé, et d'appliquer une formule fondée sur les soins qui

introduirait graduellement les fonds de manière à aplanir les divergences historiques dans les allocations aux municipalités.

Il était considéré comme une priorité d'améliorer l'accès de toute la population ontarienne à des aliments sains et à des possibilités d'activité physique. Les diététistes ont demandé de promouvoir le service Saine alimentation Ontario et de mettre en place une stratégie coordonnée en alimentation et nutrition incluant un plan d'action pour que les enfants maintiennent un poids santé. Dans le secteur des sports, il a été recommandé de créer un fonds d'investissement dans le cyclisme, d'étendre l'application du crédit d'impôt pour les activités des enfants à tous les membres de la famille, et de mettre des fonds de côté pour les pares et l'infrastructure récréative et sportive.

Les intervenants en prévention du cancer prônaient un financement continu ou accru des initiatives Ontario sans fumée ainsi que des mesures rapides pour réduire la disponibilité du tabac de contrebande et la mise au point d'un système provincial de désaccoutumance au tabac intégrant des méthodes qui ont fait leurs preuves. Cette organisation a également exhorté le gouvernement à interdire aux jeunes de moins de 18 ans de fréquenter des salons de bronzage et à mettre en œuvre des mesures complémentaires.

Des parties intéressées, dont les optométristes, ont recommandé de réorienter la Stratégie de lutte contre le diabète pour mettre l'accent sur le poids santé, les populations à risque et la prévention secondaire, et de créer un organisme autonome qui superviserait la mise en œuvre de la Stratégie. Il a également été proposé au Comité de sensibiliser la population à la maladie de Lyme et d'en améliorer le traitement.

INFRASTRUCTURE

Les intervenants étaient unanimes à appuyer le maintien sinon l'élargissement des dépenses d'infrastructure, mais ils ne s'entendaient pas tous sur les modalités et la nature des investissements à faire. Certains mettaient l'accent sur l'infrastructure de base, sans nécessairement s'entendre sur ce qu'elle englobe. Plusieurs intervenants ont réclamé l'élaboration d'une stratégie d'investissement dans l'infrastructure à long terme, tandis que les municipalités de l'Ontario préféraient un financement durable à long terme plutôt que des programmes de subventions à court terme pour répondre à leurs besoins en planification à long terme et combler leurs déficits d'infrastructure. Un témoin préconisait d'utiliser les fonds provenant de la TVH perçue sur les ventes d'essence et de diesel pour offrir un mécanisme de financement prévisible aux municipalités. Il a aussi été suggéré d'uniformiser les processus d'approvisionnement, de modifier la loi de façon à assurer le versement en temps opportun des montants dus

pour le travail effectué, de mettre l'accent sur le coût total de propriété plutôt que sur le prix le plus bas, et de rendre obligatoire l'utilisation du ciment calcaire Portland dans les projets de construction de l'Ontario.

Les demandes liées à un secteur ou un projet particulier portaient notamment sur les ponts, la production d'électricité, les hôpitaux, l'entretien différé des établissements, les routes, les écoles, les égouts, les logements sociaux, les transports en commun et l'approvisionnement en eau.

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

De nombreuses recommandations présentées au Comité exigent de l'Ontario et d'autres administrations qu'ils prennent des mesures.

Des intervenants ont demandé que le gouvernement fédéral prenne des mesures ou y collabore pour : modifier la législation fiscale ainsi que la conception du Régime de pensions du Canada et du système d'assurance-emploi; créer un nouveau régime de pension collectif; harmoniser les processus d'évaluation environnementale; modifier la *Loi sur Investissement Canada*; élaborer une stratégie nationale de logement; autonomiser les municipalités et leur donner la capacité de percevoir des recettes; offrir des remises fiscales pour les travaux de rénovation domiciliaire; investir dans la recherche et le développement; conclure un nouvel accord quinquennal sur l'immigration; accélérer le processus d'évaluation des titres de compétences étrangers; édicter de nouvelles règles des REEE pour les apprentis; et créer un tribunal unifié de la famille.

La province a été priée de travailler avec le gouvernement fédéral et d'autres partenaires à : résoudre la crise du tabac illégal (avec les Premières nations); redresser les inégalités dans le financement en matière d'éducation accordé aux Premières nations (avec les Premières nations et les ministères d'autres provinces); examiner les règlements liés aux entreprises (avec les municipalités et d'autres provinces); améliorer la stratégie d'imposition des groupes de sociétés (avec le milieu des affaires); promouvoir la réforme des pensions (avec d'autres provinces); et négocier une entente de financement partagé pour le renouvellement de l'infrastructure ferroviaire de base (avec les chemins de fer d'intérêt local de l'Ontario).

TRAVAIL

Des groupes communautaires et des syndicats ont recommandé de moderniser la législation sur les normes d'emploi et d'en renforcer l'application. Il a notamment été suggéré d'accroître la capacité du Ministère à faire des vérifications sur place; de mieux protéger les arrangements de salaire, les congés annuels et les prestations de cessation d'emploi en cas

de faillite de l'employeur; et de renforcer la réglementation des agences de placement contractuel et temporaire.

Des militants contre le racisme ont proposé de rendre obligatoire l'équité en matière d'emploi, en créant un Secrétariat pour l'équité en emploi doté de ressources suffisantes qui ferait respecter le principe de l'emploi fondé sur le mérite et qui serait appuyé par une Direction de l'équité et de la lutte contre le racisme, laquelle recueillerait et analyserait des données dans tous les ministères provinciaux et toutes les institutions publiques:

Les réformes en droit du travail réclamées par les syndiqués incluaient un système de certification à base de cartes, des dispositions sur l'arbitrage d'une première convention au moment de la formation de nouvelles unités de négociation, des ordonnances provisoires en cas d'intimidation par l'employeur durant les campagnes de syndicalisation, ainsi que des lois interdisant le recours à des travailleurs de remplacement. Des dirigeants syndicaux ont également suggéré d'établir un forum de partenaires du marché du travail qui se pencherait sur les questions relatives au marché du travail.

Des employeurs ont demandé des modifications législatives qui obligeraient les arbitres à tenir compte de la capacité de payer de l'employeur, de la situation économique, de la rémunération comparable dans les secteurs public et privé, et de la politique déclarée du gouvernement:

Des augmentations d'envergures variées ont été proposées pour le salaire minimum. Il a notamment été suggéré de le porter à un niveau dépassant le seuil de pauvreté et de l'indexer chaque année au taux d'inflation. Des représentants de la petite entreprise ont demandé au gouvernement de ne pas hausser le salaire minimum. Des détaillants ont fait écho à cette demande et proposé de désigner un tiers qui serait chargé d'examiner et de recommander les futurs rajustements. Les mêmes intervenants ont demandé d'annuler les hausses des cotisations patronales de la CSPAAT prévues pour 2011 et 2012; de plafonner les hausses de cotisations de la CSPAAT; de permettre les assurances privées dans le secteur de la construction; et d'étendre l'examen indépendant de la CSPAAT aux niveaux de dépenses et de prestations. D'autres ont suggéré d'analyser les avantages et les inconvénients de créer un marché concurrentiel pour l'assurance contre les accidents du travail.

AFFAIRES MUNICIPALES ET LOGEMENT

Une municipalité a proposé une stratégie de coopération avec la province afin de protéger les acquis, de réduire au minimum l'impact des nouveaux

coûts, et de ne pas apporter de modifications aux politiques sur les coûts qui seraient avantageuses pour les deux ordres de gouvernement. Les modifications proposées aux lois et règlements incluaient la réduction des risques liés à la responsabilité des municipalités; l'indemnisation des municipalités pour les coûts imposés par les nouveaux règlements; la création d'un fonds de remise en valeur des friches industrielles par la perception de taxes auprès des entreprises qui risquent davantage de contaminer les terres; la conception de programmes de conservation de l'énergie et de gestion de la demande spécifiques aux municipalités; la facilitation de l'émission de dettes pour les projets financés par l'utilisateur; l'octroi aux municipalités du pouvoir légal d'utiliser le radar photo; et le soutien aux offices de protection de la nature dans la gestion de leur infrastructure matérielle.

Il a également été proposé d'examiner la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* pour supprimer les obstacles au financement intégral des coûts associés à la croissance, et de modifier la *Loi de 2001 sur les municipalités* pour que les municipalités qui ne réussissent pas à vendre les propriétés contaminées saisies pour défaut de paiement des impôts soient en meilleure posture. Le Comité a entendu des demandes spécifiques de planification ainsi qu'une recommandation de diffuser un Plan de croissance du Nord de l'Ontario précisant les priorités, les initiatives prévues, le calendrier de mise en œuvre et le financement.

Financement provincial-municipal

Les municipalités ont exercé des pressions pour obtenir des revenus suffisants, prévisibles et stables qui leur permettraient d'assumer le financement intégral des priorités locales. La province a été encouragée à poursuivre (sinon à accélérer ou à étendre) son transfert par étapes des coûts de l'aide sociale et de la sécurité des tribunaux et à transférer tous les coûts associés à la santé publique et à la prestation des services d'ambulances terrestres. Des témoins ont également suggéré de mettre en place une infrastructure séparée pour les transports médicaux hors urgence, y compris les solutions communautaires. Les municipalités demandaient une solution à court terme pour faire face à la hausse des coûts d'administration du programme Ontario au travail, ainsi qu'un financement particulier pour l'entretien des routes rurales.

Les municipalités ont également présenté des recommandations concernant le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO), qui est le principal paiement de transfert de la province aux municipalités. Elles recommandaient notamment de maintenir le système en place (ainsi que le Fonds d'atténuation) pour les municipalités du Nord; de créer un nouveau modèle suffisamment amélioré pour combler les lacunes du financement.

provincial-municipal; de veiller à ce que le volet policier du FPMPO réponde aux besoins des petites collectivités rurales. Elles ont aussi demandé d'augmenter la subvention aux collectivités du Nord, d'ajuster la mesure pour les petites collectivités rurales, et de modifier la formule de financement des foyers de district pour les personnes âgées.

Les municipalités voudraient également que la taxe provinciale sur l'essence pour les programmes de transports en commun soit rendue permanente et que son utilisation reste souple; que les paiements en remplacement d'impôts soient augmentés pour les municipalités où l'on trouve des universités, des prisons et des hôpitaux; et qu'une nouvelle approche de financement soit envisagée pour satisfaire aux exigences de la *LAPHO*. Un intervenant du milieu des affaires a proposé d'adopter une loi qui exigerait la désignation d'un vérificateur général municipal dans toutes les collectivités de plus de 100 000 âmes.

Logement

Des témoins de différents milieux ont demandé des investissements importants dans le logement abordable. Pour 2011, ils ont proposé une cible de 8 000 à 10 000 nouveaux logements appropriés, y compris les logements avec services de soutien, et demandé un engagement à stabiliser le financement en 2011 et pour chacune des trois prochaines années au niveau de chacune des deux dernières années. Un groupe a suggéré qu'une partie de ces fonds soit affectée aux nouvelles constructions et aux prestations de location dans les collectivités rurales. Aux recommandations d'accroître la proportion de logements abordables par l'accession à la propriété s'opposaient les fournisseurs de logements sans but lucratif et de coopératives d'habitation, qui réclamaient des politiques afin d'accroître l'utilisation des suppléments au loyer pour les logements locatifs dans les immeubles des secteurs coopératif, sans but lucratif et privé.

Des municipalités ont demandé que leur soient transférés des pouvoirs plus souples associés au logement et que des mesures soient prises pour renforcer la capacité des conseils d'administration des logements sociaux. Une municipalité partenaire préconisait des normes d'accréditation et de licence pour les personnes et les sociétés qui gèrent des biens locatifs.

Une des recommandations les plus fréquemment formulées au Comité concernait l'introduction d'une prestation de logement mensuelle qui rendrait les logements locatifs plus abordables. Pour aider les gens à demeurer chez eux et à vivre de manière autonome, il a notamment été recommandé de mettre à jour les allocations de logement maximums, de réviser le barème provincial d'allocations pour les services publics et

d'offrir un programme de subventions aux économies d'énergie pour les fournisseurs de logements locatifs.

Un financement global, plutôt que par projet, a été demandé pour les gestionnaires des services municipaux. La vente de terres sous-utilisées appartenant à la province en vue du développement de logements abordables par des fournisseurs sans but lucratif était considérée comme une priorité. Des fonds ont été demandés afin d'évaluer la Politique relative aux ménages prioritaires pour les victimes de violence familiale dans les logements sociaux. Les défenseurs du droit au logement recommandaient de modifier la *Loi sur l'aménagement du territoire* pour que les municipalités exigent l'inclusion de logements abordables dans les nouveaux ensembles résidentiels. De nombreux témoins ont souligné l'importance du financement et d'autres soutiens pour l'entretien et la réparation du parc de logements sociaux.

RICHESSES NATURELLES

Toutes les recommandations destinées au ministère des Richesses naturelles (MRN) venaient de représentants de l'industrie forestière et concernaient les responsabilités du MRN aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne (LDFC)* et de la *Loi de 2007 sur les espèces en voie de disparition (LED)*. Les compagnies forestières ont demandé au gouvernement de limiter les droits de la Couronne pour le peuplier et le bouleau à 1,07 \$ par mètre cube pour les trois prochaines années. Elles ont également demandé un financement annuel pour leur permettre de préparer les plans de gestion forestière (PGF) et les calendriers de travaux annuels requis en vertu de la *LDFC*, ainsi qu'une garantie que les politiques et règlements nouveaux ou révisés, associés ou non à la *LED*, n'entraîneront ni une augmentation des coûts pour l'industrie forestière ni une perte de fibre ligneuse.

Les compagnies forestières ont également dit au Comité que les principaux objectifs de la *LED* pouvaient être atteints par le biais de la *LDFC* et de ses PGF, et demandé la mise en œuvre d'un règlement pris en application de la *LED* qui reconnaît ce fait. Enfin, elles ont recommandé de transférer la responsabilité d'appliquer la *LDFC* au ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts.

DÉVELOPPEMENT DU NORD, MINES ET FORÊTS

Un investissement continu dans les programmes du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario était jugé essentiel pour promouvoir le développement économique et l'innovation dans le Nord de l'Ontario. Une organisation

étudiante provinciale a souligné la nécessité d'un financement pour élargir le stock de logements dans les collèges et universités du Nord.

L'industrie forestière a demandé le maintien de toutes les mesures et initiatives de compétitivité mises en place depuis 2005; une expansion à long terme du programme de construction et d'entretien des routes d'accès forestières; la protection permanente de 26 millions de mètres cubes par année de fibre ligneuse pour utilisation par les scieries existantes et les nouvelles venues sur le marché, quelle que soit l'utilisation étant donné les conditions du marché; et une garantie que l'assise territoriale opérationnelle existante est intacte.

Les compagnies forestières veulent une évaluation d'impact socioéconomique de toutes les lois, politiques et règlements qui pourraient réduire l'approvisionnement en fibre de la province. Elles ont également demandé que le Processus de compétition pour l'approvisionnement en bois en Ontario soit complété à temps et qu'il soit donné suite aux réformes de tenure forestière annoncées en janvier 2011, particulièrement le permis coopératif amélioré d'aménagement forestier durable.

La province a été priée de reconnaître que la mise en œuvre des règlements pris en application de la *Loi sur les mines* nuirait à la capacité des petites sociétés d'exploitation d'exercer leurs activités en Ontario. Il a été proposé d'établir un centre d'excellence en exploitation minière à Timmins, afin de profiter aux entreprises, d'élargir la base de connaissances locales et de stimuler l'innovation.

RECHERCHE ET INNOVATION

Les représentants du milieu des affaires demandaient un soutien accru pour la recherche et le développement, y compris l'accès à l'infrastructure matérielle et le renforcement des partenariats entreprises-universités et des associations sectorielles. Les étudiants de l'Ontario ont recommandé d'élaborer une stratégie qui permettrait aux étudiants des cycles supérieurs de recevoir un financement équivalent à temps plein du ministère de la Recherche et de l'Innovation (MRI) et d'accroître le financement des programmes du MRI qui soutiennent le personnel enseignant et les étudiants des universités ainsi que des recherches dans les établissements d'enseignement postsecondaire. Ils ont proposé un fonds de recherche pour les projets verts et durables dans les collèges et universités.

FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

À quelques exceptions près, les intervenants du secteur de l'enseignement postsecondaire ont formulé des demandes très claires et très précises au Comité.

Les collèges de l'Ontario demandaient des allocations pour le financement opérationnel de base, pour l'augmentation du nombre d'inscriptions, pour le système de transfert des crédits, pour l'amélioration des cours en ligne et de l'apprentissage à distance, pour l'innovation et la productivité industrielles, pour l'entretien différé et pour le matériel didactique. Les dirigeants d'un établissement ont demandé des stratégies et des ressources afin de développer la recherche appliquée au collège. Des étudiants de niveau collégial ont demandé de confirmer l'engagement à investir dans un système d'accréditation et à le mettre en œuvre à l'échelle de la province et de mettre en place un système de transfert robuste et transparent afin de promouvoir l'intégration des systèmes entre les collèges et les universités. Des initiatives fondées sur des incitatifs visant à promouvoir la transférabilité entre les établissements d'enseignement postsecondaire ont également été suggérées.

Des représentants d'universités ont présenté des demandes de financement et mis l'accent sur l'importance des investissements pour faire face aux dépenses de fonctionnement et d'immobilisations à court terme et négocier des cibles d'inscriptions et des modèles de partage des coûts à long terme. Les étudiants de niveau universitaire ont demandé des fonds pour pouvoir enseigner les méthodes et pratiques pédagogiques à tous les nouveaux membres du corps enseignant et nouveaux assistants à l'enseignement, et mettre l'accent sur la qualité de l'enseignement en établissant et finançant des chaires d'enseignement. Ils ont également proposé de recruter un plus grand nombre de professeurs titulaires à temps plein afin d'améliorer le rapport étudiant/professeur.

Des organismes étudiants ont demandé au gouvernement de remplir sa promesse de réaffecter des fonds des crédits d'impôt pour études postsecondaires à la réduction des coûts initiaux des étudiants. Ils ont recommandé un financement ciblé pour les services de soutien aux étudiants, particulièrement aux étudiants étrangers, ainsi qu'une réserve pour les droits de scolarité des étudiants étrangers à prélever sur les frais d'inscription des étudiants étrangers et à affecter aux possibilités d'alternance travail-études et aux bourses collégiales. Le gouvernement a été invité à embrasser l'internationalisation comme outil culturel et économique afin d'améliorer la productivité et la compétitivité.

Des témoins voulaient que le gouvernement s'engage à subventionner tous les nouveaux étudiants qualifiés de l'Ontario qui sont acceptés dans un établissement d'enseignement postsecondaire. Les étudiants de niveau collégial ont demandé d'examiner le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO) afin de trouver des moyens d'améliorer le rapport

coût-efficacité et de renforcer le soutien aux étudiants canadiens et étrangers. En ce qui concerne l'aide financière, il a également été recommandé de rendre tous les étudiants du premier cycle admissibles aux Subventions ontariennes pour l'accès aux études, de réduire les contributions parentales prévues pour les demandeurs de prêts étudiants, d'étendre l'admissibilité au RAFFEO aux étudiants à temps partiel, de ramener les taux d'intérêt des prêts au-dessous du taux préférentiel, de réduire la dette maximale pour les Subventions d'appui aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, d'octroyer de nouvelles bourses d'études supérieures de l'Ontario et de convertir la Garantie d'accès aux études, qui était auparavant un programme financé par l'établissement d'enseignement, en programme à financement public fondé sur les besoins. Il a été proposé de bloquer immédiatement les droits de scolarité pour tous les programmes collégiaux et universitaires publics.

Des représentants du milieu des affaires ont recommandé de centraliser l'accès aux programmes de formation de la main-d'œuvre depuis l'acquisition des compétences de base jusqu'aux études postsecondaires dans un seul organisme et fournir des fonds pour la formation en milieu de travail. Des intervenants ont recommandé au gouvernement d'attacher plus d'importance à l'apprentissage par l'expérience pour que les étudiants puissent acquérir les compétences pratiques requises pour une transition sans heurts de la salle de classe au lieu de travail. Le Comité s'est fait dire qu'il faudrait rehausser le profil de la formation en apprentissage. Un grand nombre de témoins ont demandé que la subvention de deux ans accordée au projet d'alphabétisation et de formation aux compétences essentielles qui avait été annoncée en 2009 soit rendue permanente.

Les syndicats ont demandé une augmentation du financement et l'élimination des obstacles à l'admissibilité au programme Deuxième carrière, ainsi que l'établissement d'un système parallèle d'alphabétisation et de formation aux compétences essentielles pour les travailleurs déplacés qui n'ont pas accès au programme Deuxième carrière. D'autres intervenants ont suggéré d'étendre la stratégie Deuxième carrière aux personnes handicapées. Les témoins appuyaient le maintien du financement d'Emploi Ontario aux niveaux actuels et conseillaient de consacrer une plus grande partie des fonds de l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail à améliorer l'accès aux programmes Emploi Ontario pour les personnes qui reçoivent des prestations d'aide sociale.

TRANSPORTS

On a demandé au ministère des Transports de renforcer et de prioriser les liens de transport clés entre les grands centres du Nord de l'Ontario, d'appuyer la désignation rapide et la protection des principaux corridors de

transport, dont le couloir ouest de la RGT et le corridor Niagara-RGT, et de fournir un financement durable à long terme pour améliorer le réseau de transports de Peel et de la RGTH.

On a demandé de maintenir le soutien au Projet de passage international de la rivière Détroit (DRIC) et proposé de diviser le projet DRIC en deux étapes en attendant qu'une décision finale soit prise sur la traversée de pont proposée.

Les constructeurs de routes de l'Ontario ont demandé que le total des dépenses liées aux infrastructures routières et de transport en 2011 et 2012 soit maintenu aux niveaux de 2010 et que le Ministère utilise son budget pour lancer les premiers appels d'offres. Ils ont également suggéré de réaffecter les surplus ou fonds de stimulation de l'infrastructure non dépensés à certaines enveloppes de financement stratégique existantes. Il a été demandé d'accélérer l'élargissement à quatre voies de la route 17 à l'est de la frontière du Manitoba.

Des témoins du Nord ont proposé des investissements afin de revitaliser la Commission de transport Ontario Northland et d'en transférer la responsabilité au ministère des Transports. Des intérêts locaux ont recommandé de protéger la section Windsor-London de tout service proposé de train rapide voyageurs reliant l'Ontario et le Québec.

Convaincus de l'importance des transports en commun pour une stratégie économique de développement durable, des témoins ont demandé de rétablir le Programme ontarien de remplacement des autobus à des niveaux suffisants, d'exempter les services de transport en commun des règlements concernant les dispositifs de communications mobiles et de rendre les transports en commun plus accessibles aux étudiants de niveau postsecondaire.

RECOMMANDATIONS

Le Comité recommande :

1. Que le gouvernement continue de réduire le déficit et de travailler à l'équilibre budgétaire.
2. Que le gouvernement continue de faire des investissements stratégiques dans la population active et de créer d'autres possibilités pour la croissance de l'emploi en Ontario.
3. Que le gouvernement continue de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il réévalue le régime de péréquation et de transfert et de promouvoir un traitement équitable pour les Ontariennes et Ontariens.
4. Que le gouvernement tire pleinement parti du potentiel économique du Cercle de feu, notamment en encourageant le traitement de ces minéraux ici même en Ontario.
5. Que le gouvernement encourage la littératie financière chez les Ontariennes et Ontariens de tous âges et invite chacun d'entre eux à commencer à épargner tôt en vue de la retraite.

ANNEXE A

TÉMOINS ET MÉMOIRES

LISTE DES TÉMOINS ET DES MÉMOIRES

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
25 in 5 Network for Poverty Reduction	25 janvier 2011
Action Centre for Tenants Ontario	Mémoire
ACTION Ontario for People with Neuropathic Pain	Mémoire
Adult Basic Education Association	Mémoire
Advocis, the Financial Advisors Association of Canada	1 ^{er} février 2011
Affordable Housing Flagship	Mémoire
Allergan Inc.	Mémoire
Alliance Against Poverty	Mémoire
Alliance of Seniors/Older Canadians Network	31 janvier 2011
Alliance pour résoudre la question des sans-abri à Ottawa	28 janvier 2011
Société Alzheimer de l'Ontario	25 janvier 2011
Diocèse anglican de Niagara	Mémoire
Diocèse anglican de Toronto	31 janvier 2011
Association for Persons with Physical Disabilities of Windsor and Essex County	25 janvier 2011
Association des municipalités de l'Ontario	31 janvier 2011
Association des centres de santé de l'Ontario	31 janvier 2011
Association des sages-femmes de l'Ontario	26 janvier 2011
Association of Ontario Neurologists	24 janvier 2011
Bonita Poulin	Mémoire
Cambridge Health Coalition	24 janvier 2011
Campagne 2000	Mémoire
Campaign for Adequate Welfare and Disability Benefits, Hamilton	Mémoire
Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada	1 ^{er} février 2011
Travailleurs canadiens de l'automobile	1 ^{er} février 2011
Association canadienne des automobilistes	Mémoire
Association des banquiers canadiens	Mémoire
Réseau canadien du cancer du sein	Mémoire
Société canadienne du cancer	31 janvier 2011
Association canadienne de la surdité	24 janvier 2011
Association canadienne du diabète	26 janvier 2011
Alliance de l'Efficacité Énergétique du Canada	Mémoire
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	1 ^{er} février 2011
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants – Ontario	31 janvier 2011

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités	Mémoire
Beyond Ability International	31 janvier 2011
Beyond Ability international, région de Thunder Bay	26 janvier 2011
Manufacturiers et Exportateurs du Canada	1 ^{er} février 2011
Association canadienne pour la santé mentale, Ontario	Mémoire
Institut national canadien pour les aveugles	31 janvier 2011
Association canadienne des paraplégiques, Ontario	1 ^{er} février 2011
Association canadienne des paraplégiques, région de Thunder Bay	26 janvier 2011
Croix-Rouge canadienne, section de Timmins	27 janvier 2011
Canadian Secular Alliance	Mémoire
Industrie du ciment du Canada	28 janvier 2011
Certified General Accountants of Ontario	31 janvier 2011
Réseau de soutien communautaire de Champlain	28 janvier 2011
Champlain Hospice Palliative Care Program	28 janvier 2011
Charles Fisher	Mémoire
Cheri Cowan	Mémoire
Santé mentale pour enfants Ontario	1 ^{er} février 2011
Chris Moersfielder	Mémoire
Fédération des agriculteurs chrétiens de l'Ontario	24 janvier 2011
Citizens with Disabilities – Ontario	28 janvier 2011
Ville de Kenora	26 janvier 2011
Ville de Kingston	Mémoire
Ville de London	24 janvier 2011
Ville de Timmins	27 janvier 2011
Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario	Mémoire
College Student Alliance	Mémoire
Colleges Ontario	1 ^{er} février 2011
Community Council for Ethnocultural Equity Advisory Committee	Mémoire
Community Literacy of Ontario	Mémoire
Community Living Essex County / Community Living Windsor	25 janvier 2011
Community Living Tillsonburg	25 janvier 2011
Community Social Services Campaign	Mémoire
Collège Confederation	26 janvier 2011
Consulting Engineers of Ontario	Mémoire
Fédération de l'habitation coopérative du Canada	1 ^{er} février 2011
Council of Academic Hospitals of Ontario	Mémoire

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
Council of Ontario Construction Association	Mémoire
SCFP Ontario	1 ^{er} février 2011
Dairy Farmers of Ontario	Mémoire
DeafBlind Ontario Services	1 ^{er} février 2011
Diane Thompson	Mémoire
Les diététistes du Canada	24 janvier 2011
Collège Durham	Mémoire
E. Marth	Mémoire
EACOM Timber Corporation	27 janvier 2011
Eastern Ontario Landlord Organization	28 janvier 2011
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario	31 janvier 2011
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario – Thames Valley	Mémoire
Elizabeth Block	Mémoire
Ensemble	25 janvier 2011
EnviroCentre	28 janvier 2011
Family Alliance Ontario	Mémoire
Federation of Ontario Public Libraries	28 janvier 2011
Flowers Ontario	Mémoire
FoodShare Toronto	Mémoire
Foster Care Council of Canada	28 janvier 2011
Georgia Pacific North Woods LP	27 janvier 2011
Grain Farmers of Ontario	25 janvier 2011
Greater Essex Elementary Teachers' Federation	25 janvier 2011
Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce	24 janvier 2011
Greater Ottawa Home Builders' Association	28 janvier 2011
Hôpital communautaire Groves Memorial	Mémoire
Gueiph Wellington Health Coalition	Mémoire
Haldimand-Norfolk Literacy Council	Mémoire
Hamilton Health Coalition	24 janvier 2011
Hamilton Roundtable for Poverty Reduction	31 janvier 2011
Home Ownership Alternatives Non-Profit Corporation	Mémoire
Housing Network of Ontario	Mémoire
Signataires de la pétition sur la TVH (411 personnes – voir la Note 1)	Mémoire
Humanist Association of London and Area	Mémoire
Huron Terrace Long Term Care Community	25 janvier 2011

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
Imperial Tobacco Canada	28 janvier 2011
Centre d'action pour la sécurité du revenu	Mémoire
Insurance Brokers Association of Ontario	1 ^{er} février 2011
John McGivney Children's Centre	25 janvier 2011
Kinark Child and Family Service	Mémoire
Kingston Community Legal Clinic	Mémoire
Kingston Community Roundtable on Poverty Reduction	Mémoire
Coalition ontarienne de formation des adultes	Mémoire
Legal Assistance of Windsor	25 janvier 2011
Services de laboratoire médical LifeLabs	1 ^{er} février 2011
Lions McInnes House	24 janvier 2011
Literacy Link South Central	24 janvier 2011
Literacy London	Mémoire
Literacy Network of Durham Region	Mémoire
Literacy North West	26 janvier 2011
Livio Di Matteo, Université Lakehead +	31 janvier 2011
London and St. Thomas Real Estate Board	24 janvier 2011
Chambre de commerce de London	24 janvier 2011
London Health Coalition	24 janvier 2011
Lyme Action Group	Mémoire
March of Dimes	Mémoire
Marie Cerny	Mémoire
MEDEC	Mémoire
Médecins hygiénistes-Toronto, Ottawa, Peel	Mémoire
Medtronic of Canada	31 janvier 2011
Metro Toronto Chinese & Southeast Asian Legal Clinic	1 ^{er} février 2011
Metro Toronto Movement for Literacy	Mémoire
Michelle Bogias	Mémoire
Société canadienne de la sclérose en plaques, Division de l'Ontario	1 ^{er} février 2011
Multifaith Alliance to End Homelessness	Mémoire
Municipal Cultural Planning inc.	Mémoire
Municipalité de Leamington	Mémoire
N. Wayne Irvine	Mémoire
Conseil national des lignes aériennes du Canada	28 janvier 2011
Syndicat national des cultivateurs	Mémoire
Network 13 Integration Council	Mémoire

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
Nishnawbe Aski Nation	26 janvier 2011
Organismes bénéficiaires de paiements de transfert des RLISS du Nord-Est (voir la Note 2)	Mémoire
Collège Northern	27 janvier 2011
Northwest Catholic District School Board	Mémoire
Northwestern Ontario Municipal Association	26 janvier 2011
ODSP Action Coalition	Mémoire
OMNI Health Care	28 janvier 2011
Signataires de la pétition en faveur d'un système scolaire unique (58 personnes – voir la Note 3)	Mémoire
Agences ontariennes de soutien pour les personnes qui ont des besoins spéciaux	28 janvier 2011
Association ontarienne pour le développement du jeune enfant	Mémoire
Association ontarienne des sociétés de l'aide à l'enfance	1 ^{er} février 2011
Association ontarienne des services de réhabilitation pour enfants	1 ^{er} février 2011
Association des centres d'accès aux soins communautaires de l'Ontario	Mémoire
Association des optométristes de l'Ontario	25 janvier 2011
Ontario Automobile Dealer Association	31 janvier 2011
Association du Barreau de l'Ontario	Mémoire
Coalition des aidantes et aidants naturels de l'Ontario	Mémoire
Ontario Catholic School Trustees Association	Mémoire
Ontario Cattlemen's Association	1 ^{er} février 2011
Chambre de commerce de l'Ontario	Mémoire
Coalition ontarienne pour l'amélioration des services de garde d'enfants	31 janvier 2011
Ontario Collaborative Group on Healthy Eating and Physical Activity	Mémoire
Ontario Convenience Store Association	1 ^{er} février 2011
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants	Mémoire
Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario	1 ^{er} février 2011
Ontario English Catholic Teachers' Association	Mémoire
Réseau des invalidités périodiques de l'Ontario	Mémoire
Fédération de l'agriculture de l'Ontario	Mémoire
Fédération du travail de l'Ontario	31 janvier 2011
Association de l'industrie forestière de l'Ontario	26 janvier 2011
Ontario Geothermal Association	24 janvier 2011
Ontario Grain and Oilseeds	24 janvier 2011
Ontario Health Coalition	31 janvier 2011
Ontario Home Builders' Association	31 janvier 2011

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
Association des hôpitaux de l'Ontario	Mémoire
Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario	Mémoire
Ontario Long Term Care Association	Mémoire
Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario	Mémoire
Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario	1 ^{er} février 2011
Ontario Pork	1 ^{er} février 2011
Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario	31 janvier 2011
Lennis Trotter Architect	Mémoire
Ontario Restaurant and Bar Association	28 janvier 2011
Ontario Road Builders' Association	1 ^{er} février 2011
Ontario Rural Housing Action Network	Mémoire
Ontario School Bus Association	28 janvier 2011
Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario	31 janvier 2011
Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, District 19	Mémoire
Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario – Thames Valley	24 janvier 2011
Ontario Social Workers: Hamilton Branch Social Action Committee	24 janvier 2011
Ontario Water Conservation Alliance	Mémoire
Open Doors for Lanark Children and Youth	Mémoire
SEFPO, section 116	Mémoire
Conseil Biologique de l'Ontario	Mémoire
Ottawa Community Council for Literacy	Mémoire
Ottawa Poverty Reduction Network	28 janvier 2011
Bibliothèque publique d'Ottawa	28 janvier 2011
Chambre d'immeuble d'Ottawa	28 janvier 2011
Ottawa-Carleton District School Board/Ontario Public School Boards' Association	28 janvier 2011
People First of Tillsonburg	25 janvier 2011
Personal Support Network of Ontario	Mémoire
Persons United for Self-Help in Northwestern Ontario	26 janvier 2011
Association des policiers de l'Ontario	Mémoire
PortCares	Mémoire
Poverty Free Thunder Bay	26 janvier 2011
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	26 janvier 2011
PTP Adult Learning and Employment Programs	1 ^{er} février 2011

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
Put Food in the Budget	28 janvier 2011
Association des chemins de fer du Canada	Mémoire
Région de Peel	Mémoire
Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario	27 janvier 2011
Conseil canadien du commerce de détail	1 ^{er} février 2011
Right to Healthcare Coalition	Mémoire
Robert Maich	25 janvier 2011
Université Ryerson, Programme de sciences infirmières, 3 ^e année	Mémoire
Chambre de commerce de Sarnia Lambton	24 janvier 2011
Sarnia Lambton Health Coalition	24 janvier 2011
Scarborough Residential Alternatives	Mémoire
SEIU Healthcare	Mémoire
Share the Road Cycling Coalition	31 janvier 2011
Shirley Roebuck	25 janvier 2011
Skills for Employment, Life & Family	Mémoire
Social Planning Toronto	1 ^{er} février 2011
Société de Saint-Vincent de Paul	Mémoire
South West Spinal Cord Injury Solutions Alliance	24 janvier 2011
Collège St. Clair	25 janvier 2011
St. John's Rehab Hospital	Mémoire
St. Stephen's Community House	Mémoire
Student Union of Confederation College	26 janvier 2011
Tamara Kaattari	Mémoire
Teresa Armstrong	24 janvier 2011
Conseil du travail de Thunder Bay et du district	26 janvier 2011
Chambre de commerce de Thunder Bay	26 janvier 2011
Thunder Bay Health Coalition	26 janvier 2011
Hôpital de Timmins et du district	27 janvier 2011
Chambre de commerce de Timmins	27 janvier 2011
Toby Sanger, économiste principal, SFCP +	31 janvier 2011
Ville de Halton Hills	Mémoire
Tri-County Literacy Network	Mémoire
United Church of Canada-Ottawa Presbytery	28 janvier 2011
United Way/Centraide du comté de Windsor-Essex	25 janvier 2011
Université de Toronto	Mémoire
Université Western Ontario	24 janvier 2011

Intervenant (+ témoin expert invité à comparaître devant le Comité)	Date de comparution / Mémoire
University of Windsor Students' Alliance	25 janvier 2011
University Students Council at the University of Western Ontario/Ontario Undergraduate Student Alliance	24 janvier 2011
Urszula Kazmierski	Mémoire
Victim Services Toronto	Mémoire
VOICE for Hearing Impaired Children	Mémoire
Voices Against Poverty	25 janvier 2011
VON Canada	Mémoire
Warren Jestin, Groupe Scotiabank +	31 janvier 2011
West Park Healthcare Centre	Mémoire
Wesway	26 janvier 2011
Université Wilfrid Laurier	31 janvier 2011
Windsor Essex Health Coalition	25 janvier 2011
Bibliothèque publique de Windsor	25 janvier 2011
Hôpital régional de Windsor	25 janvier 2011
Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex	25 janvier 2011
Woodbine Entertainment Group	1er février 2011
Workforce Windsor Essex	25 janvier 2011
YMCA Ontario	Mémoire
YWCA Toronto	Mémoire

Note 1 : Des soumissions électroniques exprimant essentiellement la même position et regroupées sous ce titre ont été reçues de 411 personnes.

Note 2 : Les organismes bénéficiaires de paiements de transfert des RLIS du Nord-Est comprennent l'Hôpital de Smooth Rock Falls, l'Association canadienne pour la santé mentale (Cochrane Temiskaming), les Services de santé du groupe MICs, Weeneebayko Area Health Authority et l'Hôpital de Timmins et du district.

Note 3 : Des soumissions électroniques exprimant essentiellement la même position et regroupées sous ce titre ont été reçues de 58 personnes.

ANNEXE B

**OPINION DISSIDENTE DES MEMBRES PROGRESSISTES-
CONSERVATEURS DU COMITÉ**

Comité permanent des finances et des affaires économiques

**Le gouvernement McGuinty
Une menace pour les familles de l'Ontario**

Consultations prébudgétaires pour 2011
Opinion dissidente du groupe parlementaire progressiste-conservateur
(l'opposition officielle)

Membres participants de l'opposition officielle :

Norm Miller (Parry Sound-Muskoka, P.C.)
Toby Barrett (Haldimand-Norfolk, P.C.)

Le gouvernement McGuinty

Une menace pour les familles de l'Ontario

Vue d'ensemble

La vigueur de l'économie ontarienne, qui est la plus importante économie provinciale au Canada, a longtemps été un moteur important de prospérité pour l'économie canadienne. La province représentait auparavant 40 % de la production nationale et était le moteur économique du Canada.

Ce n'est plus le cas. Le taux de chômage de l'Ontario est supérieur à la moyenne nationale depuis plus de quatre ans. Et pendant que les effectifs du gouvernement augmentaient au rythme stupéfiant de 70 % sous Dalton McGuinty, l'Ontario a perdu 300 000 emplois manufacturiers. L'Ontario a même affiché la pire performance au Canada en termes de croissance du niveau de vie.

Le secteur privé, des économistes et des experts financiers ont tous déclaré que l'Ontario devait freiner les dépenses et éliminer les déficits et la dette avant 2017-2018, qui est le délai ciblé par le gouvernement McGuinty. L'Ontario sera quand même la dernière province canadienne à équilibrer ses comptes.

Cette piètre performance explique pourquoi l'Ontario s'est retrouvé sur la liste des assistés sociaux de la Confédération en tant que province pauvre sous le gouvernement McGuinty¹. La détérioration continue de notre économie se traduit par une croissance minimale de l'assiette fiscale, ce qui fera monter les impôts et obligera le gouvernement à emprunter encore plus pour faire face au gonflement de la fonction publique et des coûts administratifs.

C'est la voie que le gouvernement actuel a choisi, atteignant des niveaux records historiques avec ses déficits gonflés et ses augmentations de la taxe de vente et de l'impôt sur le revenu. Pis encore, le 1^{er} juillet 2010, date où les familles ont subi une pndction fiscale de 3 milliards de dollars avec l'introduction de la TVH, le gouvernement a instauré une taxe écologique sur près de 10 000 nouveaux produits, sans discussion et sans avertir les familles ontariennes.

Le groupe parlementaire progressiste-conservateur a exigé du gouvernement qu'il mette fin à ces nouvelles taxes écologiques et allège le fardeau des familles. Nous craignons tbutefois que le gouvernement n'utilise le budget de 2011-2012 pour introduire de nouvelles taxes comme une taxe écologique sur les véhicules ou une taxe sur les émissions carboniques afin de payer pour la croissance vertigineuse des dépenses gouvernementales.

Au cours des audiences prébudgétaires tenues à London, Windsor, Thunder Bay, Timmins, Ottawa et Toronto, le Comité permanent des finances et des affaires économiques a entendu des dizaines d'intervenants et reçu des centaines de mémoires provenant d'entreprises et de familles qui se sont senties tenues de donner des avis sur les meilleurs mpyens à prendre pour faire progresser l'Ontario, protéger les services publics les plus importants et donner aux familles une chance de se rattraper.

Ce rapport résume ce que les entreprises, les experts financiers et les familles de l'Ontario nous ont dit et expose les recommandations que le groupe parlementaire progressiste-conservateur de l'Ontario a présentées au gouvernement de l'Ontario pour le budget 2011-2012, après avoir examiné les avis et commentaires reçus.

¹ DiMatteo, Livjo, professeur de science économique, Université Lakehead, consultations prébudgétaires, témoignage d'expert, 31 janvier 2011.

Le gouvernement McGuinty
Une menace pour les familles de l'Ontario

« Il est essentiel de rétablir l'équilibre fiscal parce que les coûts associés aux soins de santé et à certains autres secteurs de dépenses vont monter en flèche au cours de cette décennie. »
~ Warren Jestin, économiste en chef, Groupe Scotiabank, 31 janvier 2011

« À moins d'un retour rapide à l'équilibre budgétaire, il est à craindre que le fardeau de la dette croissante ne continue d'accabler les Ontariens pour les décennies à venir. La dette pourrait aussi limiter la capacité du gouvernement à investir dans ce que nous considérons comme des priorités, comme l'infrastructure publique et le développement des ressources humaines, ce qui nuirait à la compétitivité économique de l'Ontario. »
~ Doug Brooks, FCGA, PDG, Comptables généraux accrédités,
31 janvier 2011

Les services les plus importants sont menacés

De nombreuses familles ontariennes craignent que la mauvaise gestion des finances de la province par le gouvernement McGuinty ne menace directement les programmes gouvernementaux auxquels elles tiennent le plus, comme les soins de santé de première ligne.

En conséquence de son gaspillage et de sa mauvaise gestion, Dalton McGuinty à lui seul fera doubler la dette de l'Ontario d'ici 2016. Cela signifie que le coût du service de la dette devrait passer de 9,7 milliards de dollars aujourd'hui à 16,2 milliards de dollars en 2016 – soit plus que le montant que nous consacrons actuellement à l'éducation postsecondaire et à la formation, aux services sociaux et services à l'enfance, et au système de justice.

« Le ralentissement de la croissance économique et de la productivité se traduira à long terme par une baisse du niveau de vie et une réduction des services publics de santé et d'éducation et d'autres programmes qui nous tiennent à cœur. »
~ Livio DiMatteo, professeur de science économique, Université Lakehead,
31 janvier 2011

Les coûts de l'énergie montent en flèche

Une des principales recommandations que le Comité a entendues était de mettre en place une politique énergétique qui fournirait de l'énergie fiable à un prix abordable afin de ramener les emplois perdus en Ontario et d'alléger le fardeau des familles aux prises avec des factures d'électricité qui ne cessent de grimper. L'industrie, les entreprises, les hôpitaux, les foyers de soins de longue durée et les familles demandent tous qu'on les aide à faire face à la hausse constante des prix de l'énergie.

Le gouvernement McGuinty
Une menace pour les familles de l'Ontario

Le gouvernement McGuinty lui-même admet, dans ses estimations conservatrices, que les factures d'électricité vont augmenter au rythme stupéfiant d'au moins 46 % au cours des cinq prochaines années. En fait, selon les estimations des Manufacturiers et Exportateurs du Canada, les familles finiront par payer 732 \$ de plus par an d'ici 2015.

« En ce qui concerne l'énergie, pour maintenir une économie robuste et promouvoir la croissance économique en Ontario, les entreprises doivent avoir accès à une énergie fiable et abordable. »
~ Rob Rea, Chambre de commerce régionale de Windsor Essex,
25 janvier 2011

En plus de déplorer les pressions exercées sur le budget des familles par les expériences coûteuses du gouvernement McGuinty dans le domaine de l'énergie, les intervenants ont aussi blâmé les coûts élevés de l'énergie pour la perte d'emplois essentiels dans le secteur privé ou mis en garde contre de futures pertes d'emplois.

« Dans les années qui ont précédé sa fermeture, ils [X-Strata] ont souvent souligné que les coûts de l'énergie étaient l'un des plus grands obstacles qu'ils devaient surmonter pour faire des affaires en Ontario. Le minerai qui sort du sol à Timmins est maintenant traité dans une province où les coûts de l'énergie sont nettement inférieurs. »
~ Gary Marriott, Chambre de commerce de Timmins, 27 janvier 2011

« La crise de l'électricité à laquelle vous êtes confrontés aujourd'hui en Ontario n'est pas seulement une bataille politique pour les consommateurs résidentiels; c'est une crise qui chassera bientôt de la province les entreprises à la recherche de territoires plus conviviaux où investir. »
~ Michael McSweeney, Association canadienne du ciment, 28 janvier 2011

Pour que les familles et les entreprises de l'Ontario puissent tirer pleinement parti de nos ressources naturelles dans le Cercle de feu, il est impératif que les emplois associés au traitement de ces matériaux restent en Ontario. On prévoit toutefois que les coûts de l'énergie continueront de monter, ce qui risque de faire perdre encore plus d'emplois et d'avantages économiques à notre province.

« À 85 \$ par mégawatt-heure, l'Ontario vient au troisième rang des tarifs d'électricité les plus élevés au Canada. C'est dans la province voisine du Manitoba qu'on trouve le taux le plus bas au pays, soit 35 \$. Les tarifs élevés de l'Ontario risquent d'inciter les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie à chercher des territoires où l'électricité coûte moins cher. »
~ Tammy Mazzetti, GP North Woods LP, 27 janvier 2011

Le gouvernement McGuinty

Une menace pour les familles de l'Ontario

Une autre expérience du gouvernement McGuinty dans le domaine de l'énergie, la tarification au compteur horaire, pose des défis importants aux familles et aux entreprises.

« Nous offrons des services d'intervention aux adultes atteints de surdicécité congénitale. Nos services sont disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Je ne peux pas dire à une personne sourde et aveugle qu'elle ne peut pas prendre un bain à 9 heures du matin et qu'elle doit se lever à 6 heures si elle veut prendre un bain. Cela ne nous aide pas. »
Joan Brintnell, Lions McInnes House, 24 janvier 2011

Des formalités administratives qui tuent les emplois

Les formalités administratives et la lourdeur de la réglementation continuent d'entraver l'activité économique et de menacer la création d'emplois dans le secteur privé, qui est essentielle à la relance économique de l'Ontario. Le Comité a entendu des témoins qui mettaient l'accent sur l'échec continu du gouvernement à faire des progrès réels dans la réduction des formalités administratives et la rationalisation de la réglementation applicable à différents secteurs, dont les municipalités, les foyers de soins de longue durée et les entreprises.

« Beaucoup de nos entreprises membres nous disent que les formalités administratives, particulièrement celles des provinces, constituent un de leurs plus grands problèmes. Les règlements et les normes de conformité, ainsi que la duplication des documents pour répondre aux exigences en vérification [...] créent un désavantage et limitent sévèrement la compétitivité des entreprises. Le coût de faire des affaires en Ontario érode des marges bénéficiaires de plus en plus minces, décourage l'investissement, freine la croissance et menace la viabilité. »
~ Katherine Walker, Chambre de commerce de Sarnia Lambton, 24 janvier 2011

« Plus de 25 % des répondants de l'Ontario ont indiqué qu'ils n'auraient pas lancé leur entreprise s'ils avaient été conscients du plein impact du fardeau réglementaire sur leurs activités. »
~ Plamen Petkov, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, 1^{er} février 2011

« Malgré la reprise attendue des marchés mondiaux et notre désir de retourner au travail, notre secteur continue de faire face à de nombreux défis érigés par l'Ontario. La perte continue de fibre ligneuse industrielle attribuable à une politique publique qui n'a pas fait ses preuves, les tarifs d'électricité non compétitifs et les formalités administratives du gouvernement sont autant de facteurs qui ont tous contribué à créer un climat d'incertitude. »
~ Jamie Lim, Association de l'industrie forestière de l'Ontario, 26 janvier 2011

Le gouvernement McGuinty

Une menace pour les familles de l'Ontario

Malgré l'importante contribution des entrepreneurs et propriétaires de petites entreprises de l'Ontario, ceux-ci ont toujours été laissés en plan par le gouvernement McGuinty. En réponse à un sondage en ligne, 69 % des propriétaires d'entreprise ont dit que l'introduction des compteurs horaires avait eu des répercussions plutôt ou très négatives sur leurs activités. L'introduction de la taxe de vente harmonisée (TVH) en Ontario a également imposé un lourd tribut, 68 % des répondants déclarant que la TVH nuisait à leur entreprise.

Il est clair que le gouvernement McGuinty n'a pas réussi à alléger le fardeau réglementaire pour les entreprises et qu'il l'a même alourdi. Les 500 000 règlements provinciaux auxquels les entreprises doivent se conformer leur coûtent 11 milliards de dollars chaque année. Dalton McGuinty n'a pas su faire preuve de leadership en changeant la façon dont le gouvernement fait des affaires.

Qu'est-ce que cela signifie pour les familles de l'Ontario?

Pendant ses huit années au pouvoir, Dalton McGuinty a changé. Le gouvernement McGuinty a ajouté une myriade de nouvelles taxes et de nouveaux frais au fardeau financier des familles de l'Ontario, y compris :

- la Contribution-santé de l'Ontario de 18 milliards de dollars;
- la TVH, qui hausse de 8 % la taxe sur des milliers de produits et services, dont les coupes de cheveux, le nettoyage à sec, les services de tenue de livres, etc.;
- la *Loi sur l'énergie verte*, les compteurs intelligents et la tarification horaire;
- la première série d'écotaxes sur les peintures, les huiles, les piles, etc.;
- une augmentation des tarifs d'assurance automobile, assortie d'une réduction des exigences de couverture;
- les droits de cession immobilière sur les propriétés partagées;
- les droits de gestion des pneus de l'Ontario;
- l'augmentation des frais liés à différents services gouvernementaux, dont l'immatriculation des utilisateurs de véhicules utilitaires et les examens de conduite;
- les frais de scolarité les plus élevés au Canada;
- l'augmentation des amendes et pénalités imposées aux conducteurs qui négligent de bouclier leur ceinture de sécurité, qui dépassent la limite de vitesse ou qui commettent d'autres infractions routières;
- les droits de cession immobilière et la taxe d'immatriculation des véhicules de la ville de Toronto;
- une augmentation des taxes sur la bière, le vin et les spiritueux;
- des frais pour des services de santé de base tels que les examens de la vue;
- la taxe cachée sur l'électricité de 53 millions de dollars;
- la deuxième série d'écotaxes sournoises sur le matériel électronique grand public tel que les ordinateurs, les téléviseurs et les lecteurs DVD.

Face à ce bilan, les familles de l'Ontario doivent être mises en garde : Dalton McGuinty va continuer d'augmenter vos impôts. Et, comme dans le cas de l'écotaxe qui n'avait pas été mentionnée dans le budget de l'année dernière, il va essayer de faire passer sa prochaine ponction fiscale en catimini.

Ces augmentations de taxes, de frais et de coûts, conjuguées à la productivité anémique de

Le gouvernement McGuinty
Une menace pour les familles de l'Ontario

l'Ontario, continueront de saper le niveau de vie de nombreuses familles ontariennes², particulièrement dans le cas des personnes âgées.

Il ne fait aucun doute que la vie est moins abordable pour les familles de classe moyenne dans l'Ontario de Dalton McGuinty.

« Je pense que le gouvernement doit réexaminer l'impact de la TVH sur les familles de travailleurs parce que, comme nous le savons tous, nous passons par une période très difficile en ce moment et nous avons du mal à payer toutes nos factures. Les coûts augmentent partout. »
~ Teresa Armstrong, résidente de London, consultations prébudgétaires,
24 janvier 2011

« Je tiens à souligner que mon assurance automobile a augmenté de près de 30 %, tandis que ma couverture a diminué de 50 %. Qu'est-ce qu'un simple citoyen comme moi peut faire pour exprimer son choc? Une lettre que j'ai reçue de mon assureur me dit que le gouvernement de l'Ontario a autorisé ces augmentations. Avec la hausse des taxes faisant suite à l'application de la TVH à beaucoup de nouveaux produits et services, mon pouvoir d'achat ne cesse de baisser. En tant que personne âgée, je peux vous assurer que mon revenu ne va pas augmenter en conséquence. »
~ Résident de l'Ontario, Assemblée législative de l'Ontario, *Journal des débats*, 2 décembre 2010

Les frais de soins de santé que les ménages de classe moyenne doivent payer de leur poche ont grimpé de 43 % au cours des 10 dernières années. Les coûts directs ont augmenté de 38 %, tandis que les primes d'assurance santé et les droits de scolarité ont grimpé de 53 %.

Les familles ontariennes travaillent plus longtemps et plus fort que jamais pour des rendements décroissants. Elles passent de plus en plus de temps sur les listes d'attente et dans les files d'attente pour les services. Il reste de graves problèmes en ce qui concerne le flux des patients dans le système de santé. Les patients attendent trop longtemps et il y a gaspillage des ressources au sein du système³.

Un rapport spécial des Services économiques TD en date du 9 février 2011 souligne que la dette excessive des ménages rend l'Ontario plus vulnérable que de nombreuses autres régions du pays. Le rapport fait une distinction importante entre l'Ontario et le reste du Canada, où les gens empruntent davantage à des fins autres que pour financer l'achat d'une maison, par exemple pour les rénovations domiciliaires et les biens de consommation essentiels.

² Voir DiMatteo, Livio, professeur de science économique, Université Lakehead, consultations prébudgétaires, témoignage d'expert, 21 janvier 2011.

³ Conseil ontarien de la qualité des services de santé, *Observateur de la Qualité, Rapport annuel 2010 sur le système de santé de l'Ontario*. <http://www.ohqc.ca/fr/yearlyreport.php>
Consultations prébudgétaires de 2011 : *Opinion dissidente du groupe parlementaire progressiste-conservateur (opposition officielle)*

Le gouvernement McGuinty
Une menace pour les familles de l'Ontario

Les statistiques ontariennes sur les faillites personnelles révèlent qu'au cours des neuf premiers mois de 2010, 37 462 résidents ont déclaré une faillite personnelle, et 22 980 autres ont déposé une proposition de consommateur. Ceci représente une augmentation de 26 % du nombre de propositions de faillite déposées par des consommateurs.

Dalton McGuinty a fait de l'Ontario, qui était auparavant le moteur économique du Canada, une province démunie où vivent des ménages démunis.

Le gouvernement McGuinty

Une menace pour les familles de l'Ontario

Conclusion

Le groupe parlementaire progressiste-conservateur de l'Ontario, dirigé par Tim Hudak, est d'avis qu'il faut protéger les familles de l'Ontario contre toutes les augmentations de taxes et de frais de Dalton McGuinty, pour qu'elles aient une chance de se rattraper. Nous croyons que le moment est venu pour le gouvernement de reconnaître que ce sont les familles qui paient pour ses expériences coûteuses dans le domaine de l'énergie et sa fonction publique hypertrophiée.

C'est le message que les familles nous livrent tous les jours. En plus d'assister aux audiences et de lire les mémoires reçus par le Comité, le groupe parlementaire progressiste-conservateur a parcouru l'Ontario de long en large tout au long de l'hiver pour parler aux familles. Nous avons consulté plus de 90 collectivités. Beaucoup de résidents nous ont dit qu'un changement s'imposait, qu'ils devaient prendre des décisions difficiles pour équilibrer le budget du ménage et que Dalton McGuinty devrait faire de même.

Étant donné les conseils et les commentaires que nous avons entendus lors des audiences du Comité et dans le cadre de notre travail en tant qu'opposition officielle, nous, groupe parlementaire progressiste-conservateur de l'Ontario, exhortons le gouvernement McGuinty à :

- Éviter d'introduire des écofrais sur les véhicules ou une taxe sur les émissions carboniques pour faire face à la croissance des dépenses publiques;
- Cesser d'aller de l'avant avec ses machines intelligentes à percevoir des taxes, donner le choix aux familles et rendre la tarification horaire optionnelle;
- Imposer un moratoire sur tous les parcs éoliens industriels et restaurer le pouvoir de décision des administrations locales en ce qui concerne les projets liés à la *Loi sur l'énergie verte*;
- Éliminer les RLISS et investir tous les fonds libérés dans les soins de première ligne pour les familles de l'Ontario;
- Instaurer un processus de réexamen obligatoire qui obligerait tous les organismes gouvernementaux à justifier leur existence et à prouver qu'ils continuent d'offrir une valeur au public;
- Désigner un défenseur des consommateurs à la Commission de l'énergie de l'Ontario pour protéger les familles ontariennes;
- Faire une vérification des frais de remboursement de la dette déjà perçus auprès des Ontariennes et Ontariens;
- Rendre publique l'entente secrète de 7 milliards de dollars conclue avec Samsung;
- Abroger la *Loi sur le Grand Nord* de Dalton McGuinty, qui tue les emplois;
- Désigner un membre du Conseil des ministres qui serait tenu responsable de la réduction des formalités administratives à l'échelle du gouvernement et rétablir la Commission de réduction des formalités administratives, qui serait chargée :
 - d'aider à informer les entreprises de la réglementation et à s'y conformer;
 - de se pencher sur des démarches axées sur les principes et les résultats avant d'imposer des règlements normatifs axés sur les règles;
 - d'évaluer les éventuels projets de loi ou de règlement pour en connaître l'incidence économique et administrative. Cette évaluation comporterait également un examen du fardeau additionnel imposé aux entreprises ainsi que du coût pour le gouvernement de la mise en œuvre de ces textes de loi;
 - d'examiner l'ensemble des lois, des règlements et des formulaires en vigueur afin d'abolir ceux qui sont périmés et de rationaliser les autres, dans la mesure du possible;

Le gouvernement McGuinty
Une menace pour les familles de l'Ontario

- d'établir des objectifs concrets, notamment compter le nombre de règlements par ministère, diminuer et rationaliser ce nombre et présenter périodiquement au Conseil des ministres des rapports sur les progrès réalisés;
- Éliminer les écotaxes sur les appareils électroniques;
- Étendre l'autoroute 407 jusqu'à la route 35/115;
- Aller de l'avant avec le projet de corridor routier au milieu de la péninsule;
- Mettre fin à l'aide sociale aux entreprises parasites;
- Aligner les règlements salariaux du secteur public sur la capacité de payer du secteur privé.

Enfin, nous invitons le gouvernement McGuinty à accorder aux familles le respect et les allégements qu'elles méritent dans le budget du printemps 2011 et à mettre fin au gaspillage, aux scandales et à ses expériences coûteuses dans le domaine de l'énergie.

